



DIVISION
DES DROITS DES PALESTINIENS

VINGT-SIXIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA
QUESTION DE PALESTINE
(CINQUIEME SEMINAIRE REGIONAL POUR L'EUROPE)

Thème : "Paix et justice pour le peuple palestinien -
un impératif des années 90"

Centre de conférences de la ville de Stockholm, Folkets Hus
(Suède)
7-11 mai 1990

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Introduction	1 - 4	1
A. Déclarations liminaires	5 - 31	1
B. Tables rondes	32 - 52	8
C. Conclusions et recommandations	53 - 72	23

Annexes

I. Motion de remerciements	30
II. Message adressé par les participants au Séminaire des Nations Unies pour la région de l'Europe sur la question de Palestine à M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine	31
III. Liste des participants	32

Introduction

1. Le vingt-sixième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine (cinquième Séminaire régional pour l'Europe), sur le thème général "Paix et justice pour le peuple palestinien - un impératif des années 90", s'est déroulé à Stockholm, du 7 au 11 mai 1990. Ce séminaire organisé en application de la résolution 44/41 B de l'Assemblée générale, en date du 6 décembre 1989, s'insérait dans l'action que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien mène sans relâche en vue de promouvoir un règlement global, juste et durable de la question de Palestine, conformément aux résolutions des Nations Unies.

2. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien était représenté par une délégation composée de Mme Absa Claude Diallo (Sénégal), Présidente du Comité et Chef de la délégation, MM. Alexander Borg Olivier (Malte), Vice-Président et Rapporteur du Séminaire, Hadi Thayeb (Indonésie), Vice-Président, et Zuhdi Labib Terzi (Palestine).

3. Sept séances ont eu lieu et 20 experts ont présenté des communications sur différents aspects de la question de Palestine. Ont également participé au Séminaire les représentants de 47 gouvernements, de la Palestine, d'une institution spécialisée des Nations Unies, d'un organe de l'ONU, d'une organisation intergouvernementale et de 17 organisations non gouvernementales, ces derniers à titre d'observateurs (pour la liste des participants et observateurs, voir l'annexe III).

4. Les participants au Séminaire ont adopté une motion de remerciements au Gouvernement et au peuple suédois (annexe I), et adressé un message à M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (annexe II).

A. Déclarations liminaires

Déclaration du Ministre des affaires étrangères de Suède

5. S.E. M. Sten Andersson, Ministre des affaires étrangères de Suède, a pris la parole lors de la séance d'ouverture. Dans sa déclaration, il a souligné que le Séminaire avait lieu à un moment important pour le Moyen-Orient. Depuis plus d'un an, l'ouverture d'un dialogue entre Israéliens et Palestiniens était au centre des efforts déployés pour relancer le processus de paix. Dans l'immédiat, les perspectives de progrès semblaient décevantes, ce qui était très préoccupant. Dans ces conditions, il était plus que jamais important d'explorer toutes les voies susceptibles de faire avancer les choses, dont les séminaires et conférences toujours plus nombreux qui offraient à des groupes d'Israéliens et de Palestiniens de plus en plus considérables l'occasion de se rencontrer.

6. Il s'est déclaré convaincu qu'un dialogue entre le Gouvernement israélien et l'OLP, représentant leurs peuples respectifs, était nécessaire. L'histoire était pleine d'exemples de parties qui, après avoir refusé de se parler, finissaient par s'asseoir à une table de négociations; la Suède avait offert d'accueillir la présente réunion pour favoriser le dialogue entre Palestiniens et Israéliens.

7. Les Nations Unies jouaient un rôle crucial dans le processus de paix au Moyen-Orient. L'ONU et ses divers organes, le Conseil de sécurité notamment, ainsi que le Secrétaire général pouvaient permettre de sortir de l'impasse actuelle et contribuer à faire progresser la cause de la paix. La Suède avait toujours soutenu qu'une conférence internationale de la paix, sous les auspices des Nations Unies et avec la participation de toutes les parties concernées, y compris l'OLP, demeurerait le meilleur moyen de régler de façon durable le conflit du Moyen-Orient et la question de Palestine. Un dialogue préliminaire entre Israéliens et Palestiniens devrait, on pouvait l'espérer, permettre d'organiser une telle conférence, avec toutes les garanties internationales adéquates.

8. M. Andersson a adjuré Israël de faire face à la réalité et de reconnaître les droits des Palestiniens. Bâtir une existence sur de fausses prémisses était une grave erreur et ne pouvait conduire qu'au désastre. Il n'était pas possible d'ignorer le peuple palestinien.

9. M. Andersson a rappelé que la Suède avait à plusieurs reprises prié Israël de déclarer publiquement dans l'enceinte des Nations Unies qu'il n'avait pas l'intention de demeurer dans les territoires occupés par la force en 1967 et de se les approprier. Les mesures prises dans ces territoires révélaient un comportement différent. L'administration mise en place ne semblait pas avoir été mise en place temporairement dans l'attente d'un règlement pacifique, mais semblait plutôt viser à une incorporation progressive des territoires dans la société israélienne. L'infrastructure économique et sociale du Grand Israël, Rive occidentale et Gaza inclus, devenait progressivement une réalité. Au lieu d'attendre des solutions négociées, de nouveaux faits étaient créés chaque jour. L'intifada avait changé tout cela. Les territoires palestiniens montraient tous les signes d'une résistance à l'occupation étrangère.

10. Il fallait continuer à suivre de près le comportement d'Israël et critiquer les politiques et les actes de ce pays quand c'était nécessaire. M. Andersson a rappelé sans ambiguïté que l'existence d'Israël et son droit à l'existence ne pouvaient être mis en doute. La Suède faisait partie des pays qui avaient participé activement à la création de l'Etat d'Israël, aux termes de la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale; elle demeurait fidèle à son engagement, ainsi qu'au droit d'Israël et des autres Etats de la région à des frontières sûres et garanties.

11. La Suède, comme de nombreux autres pays, ressentait pour Israël une compréhension et une sympathie fondamentales et adhéraient aux nobles buts qui avaient justifié la création de l'Etat juif. En reconnaissant la résolution 181 (II), la Suède avait également accepté le principe de la solution consistant à créer deux Etats, et elle se félicitait de ce que ce principe était de plus en plus approuvé en Europe, aux Etats-Unis et en Israël. Une solution politique devait être basée sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, qui contenaient le principe du droit de tous les Etats de la région, y compris Israël, à exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, celui de l'échange de terres pour la paix, ainsi que le principe de l'autodétermination pour le peuple palestinien, y compris le droit de créer son propre Etat.

12. La décision historique prise par le Conseil national palestinien, en novembre 1988, de faire sien le principe de la solution consistant à créer deux Etats et de renoncer au terrorisme avait fondamentalement amélioré les perspectives de paix. Il était donc impératif que la communauté

internationale appuie totalement et activement cette politique de paix. Avant la chute du Gouvernement israélien, un large accord avait été réalisé sur les modalités d'un tel dialogue qui devait s'ouvrir au Caire. L'OLP, l'Egypte, les Etats-Unis et la moitié du Gouvernement israélien avaient des opinions convergentes sur ce point. Dans ces conditions, il était plus que jamais important de ne pas désespérer mais de bâtir sur ce qui existait déjà. Il fallait redoubler d'efforts pour relancer le processus de paix, car renoncer et abandonner cette voie était faire le jeu des extrémistes des deux bords.

Déclaration du représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

13. Le représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ronald I. Spiers, Secrétaire général adjoint, a pris la parole au cours de la séance d'ouverture. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, M. Spiers a rappelé que la Suède était un pays connu de longue date pour son dévouement à la cause de la paix et pour son attachement à satisfaire tous les besoins économiques, sociaux et humanitaires. La décision de l'Assemblée générale d'organiser des séminaires régionaux sur la question de Palestine traduisait la profonde préoccupation de la communauté internationale à l'égard du problème palestinien et du conflit du Moyen-Orient que ce problème intensifiait. Les Membres de l'ONU, dans leur grande majorité, s'accordaient à reconnaître qu'une solution juste et équitable, affectant non seulement les parties directement concernées mais aussi l'ensemble de la communauté internationale, s'imposait avec plus d'urgence que jamais.

14. M. Spiers a rappelé que plusieurs pays européens participaient à la création d'un marché unique et a fait observer que la raison en était la conviction partagée que les défis et les problèmes contemporains étaient trop complexes pour être traités et résolus par des pays particuliers, ce qui était également vrai des Nations Unies.

15. Les pays européens avaient activement participé aux efforts déployés au cours des années par les Nations Unies, pour trouver le moyen d'instaurer une paix juste et durable dans le Moyen-Orient. Des soldats européens avaient servi - et continuaient à servir - la cause de la paix sur les hauteurs du Golan, dans le Sinaï et au Liban depuis que l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve avait été établi au Moyen-Orient en 1948. Les pays européens avaient joué un rôle utile et en joueraient un plus important encore dans l'orientation des événements futurs dans la région; ils s'étaient efforcés de nouer des relations aussi nombreuses que possible avec les pays du Moyen-Orient et recherchaient la coopération plus que l'antagonisme; ils étaient tous vivement conscients de la nécessité d'ouvrir un dialogue susceptible de contribuer à la stabilité dans la région. Pour toutes ces raisons, les pays d'Europe devaient être incités à participer activement à la recherche d'une solution négociée du conflit et à soutenir les activités plus vastes des Nations Unies. L'appui de l'Europe à la convocation d'une conférence internationale de la paix, sous les auspices des Nations Unies, constituait une étape positive dans cette direction.

16. Le soulèvement dans les territoires occupés, l'intifada, était maintenant entré dans sa troisième année et continuait de préoccuper sérieusement la communauté internationale. Le message de l'intifada était direct et sans équivoque, à savoir que le peuple palestinien n'acceptait pas l'occupation israélienne. Au cours des deux dernières années, les affrontements entre

Israéliens et Palestiniens s'étaient poursuivis sans relâche et avaient été très sanglants. On comptait des centaines de morts et des milliers de blessés dont de nombreux enfants. Pendant cette période, le Secrétaire général n'avait cessé de manifester son angoisse face à ces violations des droits de l'homme et s'était joint au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale pour prier Israël de respecter ses obligations au titre de la quatrième Convention de Genève. Dans ce contexte, il fallait absolument trouver le moyen d'entamer de réelles négociations, susceptibles de rendre l'espoir de parvenir à une paix juste et durable.

17. L'Assemblée générale pendant la session en cours avait adopté une résolution soutenue par tous les Etats européens Membres des Nations Unies, laquelle demandait une fois de plus la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Cette conférence, qui se déroulerait sous les auspices des Nations Unies, réunirait les parties au conflit, y compris l'OLP et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. D'après le Secrétaire général, elle devrait fonder ses travaux sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et tenir pleinement compte des légitimes droits politiques du peuple palestinien.

18. L'Assemblée générale avait également invité le Conseil de sécurité à examiner les mesures nécessaires pour organiser la conférence, et notamment la création d'un comité préparatoire. Elle avait aussi prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts avec les parties concernées et, en consultation avec le Conseil de sécurité, de faciliter la tenue de cette conférence. Etant donné que les différends est-ouest s'atténuaient et que les possibilités de coopération se multipliaient, le Conseil de sécurité et ses cinq membres permanents notamment pouvaient maintenant intervenir dans un règlement global, qui garantirait au peuple palestinien l'exercice de ses droits inaliénables, y compris son droit à l'autodétermination, en vue de faire régler la paix et la sécurité dans tous les Etats de la région.

19. Le représentant du Secrétaire général a rappelé qu'en dépit de ces activités prolongées et intensives, la situation au Moyen-Orient semblait toujours explosive, et que la tragédie du Liban avait ajouté une nouvelle et dangereuse dimension au problème. Dans l'immédiat, les chances de règlement paraissaient nulles et les perspectives n'étaient pas brillantes, à la lumière des récents événements politiques dans la région. C'est pourquoi le Secrétaire général restait en contact permanent avec toutes les parties au conflit du Moyen-Orient pour essayer d'établir une base commune pour la paix. De nombreux gouvernements continuaient d'aider les parties intéressées à trouver un règlement. A son avis, la seule solution était de poursuivre ces efforts malgré l'évolution décourageante : le maintien de la situation actuelle constituait une menace permanente pour la paix internationale et empêchait la communauté internationale de consacrer son énergie et ses ressources aux problèmes menaçants auxquels elle était confrontée dans les domaines de l'environnement, des droits de l'homme et des stupéfiants, par exemple. De même, une grande partie des activités terroristes dont le monde avait été témoin avait sa source dans les conflits du Moyen-Orient. Une opinion publique bien informée pouvait faire pression pour relancer le processus de paix au Moyen-Orient. En appuyant le principe de l'autodétermination du peuple palestinien, les participants au Séminaire pouvaient contribuer à la mobilisation de l'opinion publique en Europe. Un large soutien s'imposait pour trouver une solution juste à la question de Palestine.

Déclaration de la Présidente du Comité

20. Mme Absa Claude Diallo, Présidente du Comité et du Séminaire, a insisté sur le fait que le choix de la capitale suédoise pour accueillir le Séminaire n'était pas dû au hasard. A cause de son profond attachement à la paix et à la sécurité internationales, la Suède avait toujours travaillé sans relâche à la coexistence pacifique de toutes les nations; elle avait toujours donné la preuve de sa totale solidarité avec le peuple palestinien et plusieurs de ses illustres ressortissants avaient consenti des sacrifices considérables pour cette cause. Mme Diallo a rappelé les contributions historiques faites par le Secrétaire général Dag Jammarskjöld, par le Comte Bernadotte, Médiateur des Nations Unies en Palestine en 1948, par l'Ambassadeur Jarring, Représentant spécial du Secrétaire général après la guerre de 1967, et par M. Olof Rydbeck, ancien Commissaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Elle a spécialement mentionné la présence de M. Sten Andersson, Ministre des affaires étrangères de Suède, qui avait joué un rôle actif dans l'ouverture, en 1988, du dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP.

21. Depuis plus de 40 ans, l'Organisation des Nations Unies s'efforçait de trouver une solution pacifique au conflit israélo-arabe au Moyen-Orient, qui tiendrait compte des besoins et des intérêts de toutes les parties concernées. C'est dans le cadre de cette action que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien avait été constitué en 1975. Depuis sa création, le Comité rappelait constamment que la paix ne pourrait être obtenue que par l'application de la résolution 181 (II) du 29 novembre 1947 prévoyant l'existence de deux Etats et il demandait donc régulièrement le retrait des forces israéliennes des territoires occupés en 1967, afin de permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux, en particulier le droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Compte tenu de l'impasse dans laquelle se trouvait le processus de paix, par suite de l'occupation militaire et des graves violations des droits inaliénables du peuple israélien, le Comité avait intensifié ses efforts pour informer le monde entier, afin de sensibiliser davantage l'opinion publique à la nécessité de soutenir plus énergiquement les recommandations des Nations Unies, en vue d'un règlement pacifique.

22. Le Comité lançait toutes ces initiatives parce qu'il était convaincu que, pour régler pacifiquement cette question extrêmement complexe, on devait impérativement informer l'opinion publique dans le monde entier, afin de favoriser une parfaite compréhension des problèmes en jeu et d'encourager un débat rationnel, exempt des craintes et des idéologies du passé, ce qui permettrait d'instaurer un climat propice à une négociation sous les auspices des Nations Unies. Particulièrement important était le fait que le Comité avait continué d'insister pour l'organisation rapide de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément aux directives et aux principes réaffirmés par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/42, en date du 6 décembre 1989. Cette conférence était la proposition la plus constructive et la plus généralement acceptée pour sortir de l'impasse et pour progresser vers un règlement juste. Il était aussi évident que des démarches partielles ou bilatérales ne permettraient pas d'atteindre l'objectif désiré.

23. En organisant ce séminaire, le Comité espérait contribuer à la paix, en offrant aux Palestiniens, aux Israéliens et aux Européens une instance idéale pour examiner les mesures spécifiques et efficaces à prendre pour promouvoir un règlement juste et durable de la question de Palestine. Cette approche méritait une attention particulière, puisqu'il était désormais évident que la

violence, les mauvais traitements et l'intimidation ne pouvaient éteindre la volonté du peuple palestinien de retrouver sa liberté et de jouir intégralement de ses droits inaliénables. L'intifada avait confirmé cette détermination, puisqu'elle avait déjà, et de façon irréversible, jeté les bases du futur Etat palestinien indépendant; elle avait aussi renforcé le nationalisme de cette nation opprimée, qui s'était résolument avancée sur la route de l'indépendance complète, lorsque l'Etat de Palestine avait été proclamé à Alger, en novembre 1988.

24. Le Comité regrettait que le Gouvernement israélien n'ait pas jusqu'ici répondu positivement aux initiatives palestiniennes de paix et qu'il n'ait pas accepté de reconnaître les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien. Au contraire, Israël s'obstinait à renforcer son occupation des territoires occupés et à y faire régner la terreur et la violence. En décidant récemment d'installer les Juifs d'Union soviétique et d'ailleurs dans ces territoires, la puissance occupante avait une fois de plus défié la communauté internationale et cherché à miner l'effort de paix.

25. Le Comité se félicitait de l'opposition de nombreux secteurs de l'opinion publique israélienne à la politique de son gouvernement. En outre, les intellectuels israéliens étaient arrivés à la conclusion que la solution consistant à créer deux Etats était la meilleure du point de vue de la sécurité et de l'économie israélienne. Des militaires israéliens estimaient que la sécurité de leur pays ne dépendait plus de l'occupation et qu'une solution politique était essentielle. Plusieurs personnalités du gouvernement comprenaient désormais que leur pays devait se retirer des territoires occupés et engager le dialogue avec les véritables représentants du peuple palestinien, c'est-à-dire l'OLP. Toutes ces considérations donnaient au Comité des raisons supplémentaires d'espérer, puisque d'autres couches de la société israélienne évoluaient également dans cette direction et entreprenaient des activités conjointes avec les Palestiniens, et notamment avec les représentants de l'OLP. L'intensification des contacts entre les deux parties à des niveaux si nombreux et si différents montrait qu'on était arrivé à un tournant historique dans le conflit du Moyen-Orient et qu'une solution négociée était possible.

26. L'espoir du Comité était renforcé par l'évolution de la situation dans le monde, qui encourageait le règlement de conflits anciens par des solutions politiques et qui préparait la voie à une nouvelle ère de paix et de coopération, en favorisant les intérêts communs de l'humanité. Mme Diallo a formulé l'espoir que les vents de la paix et de la solidarité qui dominaient dans le monde souffleraient aussi au Moyen-Orient et feraient de 1990 l'année du règlement définitif de la question de Palestine, qui était désormais le conflit le plus ancien inscrit à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies.

Message du Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine

27. M. Eugène Makhoul, représentant de l'OLP en Suède, a donné lecture d'un message de M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'OLP. Dans ce message, hommage était rendu au rôle efficace et à l'action du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et du Secrétaire général. La Suède, en accueillant le Séminaire, confirmait son soutien constant aux travaux des Nations Unies, intensifiait son rôle permanent dans

le déroulement du processus de paix au Moyen-Orient et réaffirmait son appui aux droits du peuple palestinien et au rôle de l'OLP.

28. Evoquant le thème du Séminaire "Paix et justice pour le peuple palestinien - impératif des années 90", le message soulignait que ce slogan devait devenir une réalité. Mais ce but ne pouvait être atteint sous l'occupation, et avec la politique de la "poigne de fer" et le terrorisme d'Etat organisé, pratiqués par les forces d'occupation israéliennes. Il était donc essentiel d'accorder d'urgence une protection au peuple palestinien. La paix et la justice étaient impossibles tant qu'Israël refusait de reconnaître les droits du peuple palestinien et cherchait par tous les moyens à attaquer l'OLP, son seul représentant légitime et à nier l'existence de celui-ci en tant que nation.

29. Le message ajoutait que l'arrivée massive d'immigrants juifs en provenance d'Union soviétique et d'ailleurs aggravait la situation au Moyen-Orient. La manière dont le déplacement des immigrants soviétiques avait été organisé s'apparentait à un enlèvement, car ceux-ci avaient été transportés de leur lieu d'origine et installés dans les territoires palestiniens occupés, sans avoir eu la possibilité de choisir librement. C'était là une violation flagrante de tous les traités et lois internationaux et, en particulier, de la quatrième Convention de Genève, ainsi que du droit du peuple palestinien de vivre sur son territoire, de son droit à la liberté de mouvement et au retour dans sa patrie. Cette mesure signifiait également la confiscation de nouvelles terres et propriétés pour installer ces immigrants, ce qui intensifierait les tensions et rendrait la situation encore plus explosive dans la région. Les affrontements et les heurts avec les immigrants juifs, qui s'étaient produits à Jérusalem, témoignaient de la détermination du peuple palestinien à défendre son droit à sa terre et à sa patrie et son droit à protéger sa propriété. La situation était aggravée par le comportement du Gouvernement israélien, qui utilisait l'arrivée massive des immigrants pour saboter les possibilités de paix en se servant de ces derniers pour mettre en oeuvre sa politique expansionniste et agressive pour la création du Grand Israël. Il était hors de doute que cette immigration encourageait Israël à rejeter le processus de paix, en adoptant une politique équivoque à l'égard de toutes les initiatives de paix avancées, dans le but de perpétuer l'occupation par Israël de la terre palestinienne, ce qui constituait une menace flagrante pour la paix et la sécurité dans la région et dans le monde.

30. Le soulèvement du peuple palestinien avait servi à réaffirmer les objectifs pour lesquels celui-ci combattait depuis le début de sa révolution, à savoir la fin de l'occupation israélienne, l'exercice de ses droits nationaux inaliénables et la création d'un Etat indépendant avec Jérusalem pour capitale. L'intifada continuerait parce que sa poursuite était garante de la justice pour les peuples palestinien et israélien. Il fallait donc sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait le processus de paix dans la région, en s'efforçant d'organiser la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies, et sous les auspices de celle-ci, avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et toutes les parties concernées, y compris l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien, sur un pied d'égalité avec les autres parties, afin d'instaurer une paix juste et globale dans la région. Les peuples et les Gouvernements d'Europe et de tous les Etats pacifiques du monde devaient ainsi assumer la lourde responsabilité de faire pression sur la partie qui rejetait la paix afin de l'amener à changer d'attitude et à participer à la Conférence internationale.

31. Le message demandait instamment à l'Administration des Etats-Unis d'adopter une position favorable à l'organisation de la Conférence internationale; il prenait acte de certaines déclarations du Président Bush et du Secrétaire d'Etat Baker sur la situation dans les territoires occupés et sur l'évolution du processus de paix dans la région, mais le peuple palestinien attendait de cette administration - si celle-ci voulait jouer un rôle efficace - qu'elle cesse de soutenir inconditionnellement Israël, car cela permettait à ce dernier pays de continuer son occupation de la terre palestinienne et de poursuivre son agression.

B. Tables rondes

32. Trois tables rondes ont été organisées. Les sujets débattus et les participants étaient les suivants :

Table ronde I : "L'intifada : ses conséquences et son importance pour la promotion d'un règlement juste fondé sur le principe 'Deux peuples, deux Etats'" :

Mme Hanan Ashrawi (Palestinienne), Mme Marisa Cinciari Rodano (Italie), M. Igor Khvorostianiy (RSS d'Ukraine), M. Hans Peter Kotthaus (République fédérale d'Allemagne), M. Mikko Lohikoski (Finlande), Mme Nelly Maes (Belgique), M. Evert Svensson (Suède) et M. Dedi Zucker (Israël).

Table ronde II : "Sortir de l'impasse - nécessité urgente d'un règlement juste et durable de la question de Palestine : la Conférence internationale de la paix et le rôle de l'Europe" :

M. Michele Achilli (Italie), M. Moshe Amirav (Israël), Mme Marie-Christine Aulas (France), M. le Rabbin Balfour Brickner (Etats-Unis d'Amérique), M. Joseph Cassar (Malte), Mme Viola Furubjelke (Suède), M. Antonio Lacerda de Queiroz (Portugal), M. Wan Jingzhang (Chine), M. Martin Weiss (République fédérale d'Allemagne) et M. Andrei Zakharov (Union des Républiques socialistes soviétiques).

Table ronde III : "Rôle de l'Organisation de libération de la Palestine dans le développement politique, social et culturel du peuple palestinien" :

M. Khalid Al-Hassan (Palestinien).

Table ronde I

"L'intifada : ses conséquences et son importance pour la promotion d'un règlement juste fondé sur le principe 'Deux peuples, deux Etats'"

33. Mme Hanan Ashrawi, Doyen de la Faculté de littérature de l'Université Bir Zeit, a dit que la Palestine était une terre torturée, qui affrontait quotidiennement la mort. Jérusalem était violée et les colonies de peuplement s'étendaient de plus en plus. La réalité était très dure. Mme Ashrawi avait voulu se rendre compte de la violence et de l'oppression d'Israël et faire connaître au monde ce qui se passait dans les territoires occupés. La question israélo-palestinienne comportait deux aspects. L'occupation israélienne, pour brutale qu'elle fût, ne détournait pas les Palestiniens du plan de paix. Sur le terrain, la vie et les droits des Palestiniens étaient méprisés, tandis qu'Israël s'efforçait de placer la population devant un fait

accompli par sa politique d'annexion. En dépit de tout, les Palestiniens entendaient rester sur leur terre ancestrale. De nombreux Israéliens respectables éprouvaient un sentiment d'impuissance et le peuple s'éloignait des politiciens. Le Gouvernement israélien était dévalué et se contentait de prendre la paix en otage. Du côté palestinien de cette équation asymétrique, il y avait l'intifada, seul antidote à l'occupation. Du côté politique, il y avait la décision historique de l'OLP et du Conseil national palestinien. Au lieu de faire preuve de réciprocité, Israël proposait des "élections" et le monde accueillait cette proposition comme si elle était la panacée qui permettrait de régler le problème palestinien. Entre les positions israélienne et palestinienne, il y avait le programme égyptien en dix points, qu'Israël avait également rejeté. Puis, on avait enregistré la proposition Baker appelant au dialogue, que les Palestiniens avaient acceptée à condition d'être adéquatement représentés; Israël avait toutefois ajouté des conditions contraignantes, qui avaient édulcoré cette proposition. Les Palestiniens avaient fait preuve de maturité en acceptant chaque proposition présentée dont ils retenaient les aspects positifs. On se trouvait pourtant dans l'impasse. Le Gouvernement israélien proposait de nouvelles mesures pour ouvrir le dialogue avec les Etats-Unis, comme si de telles négociations étaient nécessaires, mais il devrait relever le défi de la paix. Malgré le lourd tribut qu'ils versaient, les Palestiniens étaient toujours désireux de négocier un règlement pacifique. Une solution juste ne se résumait pas nécessairement à deux peuples, deux Etats. A son avis, il fallait un seul Etat pour tous, même si cette solution avait été rejetée. Mme Ashrawi a souligné que l'intifada avait de nouveau polarisé l'attention sur la Palestine et a insisté sur le fait que le conflit était plus politique que militaire. L'intifada avait également placé la question de la Palestine au coeur du conflit israélo-arabe, doté l'OLP d'une légitimité accrue et mis en lumière l'unité indivisible du peuple et de ses dirigeants; elle avait renforcé l'engagement populaire à l'égard du processus de démocratisation et de son application, accéléré la politisation du peuple palestinien. On voyait apparaître des institutions et des infrastructures publiques qui illustraient la genèse de l'Etat palestinien. L'intifada avait intensifié les contacts intérieurs et extérieurs, corrigé le déséquilibre politique et militaire, en dotant les Palestiniens d'un ascendant moral; elle avait démantelé le réseau d'informateurs israéliens. On considérait désormais Israël de façon plus réaliste et on avait conscience de la nécessité de le traiter en partenaire des négociations si on voulait obtenir la paix; on constatait l'existence de relations avec d'autres Etats arabes; on comprenait mieux la situation politique internationale et un dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP paraissait désormais possible, à la suite de la décision du Conseil national palestinien; l'OLP adoptait désormais un nouveau discours tant sur le plan interne qu'international. Enfin l'intifada avait mené Israël à faire face aux conséquences de son occupation. La solution consistant à créer deux Etats pouvait être appliquée dans le cadre d'un plan global de paix; toutefois, pour parvenir à la paix, il fallait d'abord sortir de l'impasse actuelle.

34. Mme Marisa Cinciari Rodano, membre de l'Association italienne pour la paix, a fait observer que le soulèvement palestinien avait entraîné des développements extraordinaires dans le conflit israélo-palestinien et dans la situation au Moyen-Orient. A cette lutte massive et non violente participaient la majorité des Palestiniens des territoires occupés. L'intifada avait déjà produit un premier résultat, celui de faire savoir à l'opinion publique mondiale et aux responsables des pays occidentaux que la question de Palestine était un problème national, un problème d'autodétermination et un combat de libération contre l'occupation étrangère. Le peuple palestinien constituait une nation. Le soulèvement avait aussi

révélé que les Palestiniens des territoires occupés considéraient l'OLP comme leur seul représentant légitime. Pour l'intervenante, l'intifada semblait être à la fois la conséquence et la condition de la nouvelle politique de l'OLP. Le Conseil national palestinien, 1988, avait marqué le renouvellement d'un consensus entre les principaux groupes politiques palestiniens et contribué à la mise en place du cadre politique du soulèvement; en même temps, il avait donné à l'OLP les moyens d'élaborer de nouveaux scénarios et d'abandonner les opérations militaires pour une démarche politique réaliste. L'intense activité diplomatique de l'OLP avait aussi été couronnée de succès. Mme Cinciari Rodano a en outre fait observer que l'intifada avait suscité un regain d'intérêt en Israël envers la question de Palestine. Mais le problème était encore loin d'être résolu, compte tenu de la polarisation croissante de la société israélienne et de son glissement vers la droite. Soulignant les activités des mouvements pacifistes en Israël, Mme Cinciari Rodano a déclaré que ceux-ci ne constituaient qu'une petite minorité en face des groupes religieux intégristes, qui proclamaient les droits absolus des Israéliens sur la totalité des terres, réclamaient l'expulsion de tous les Palestiniens de la Terre sainte et étaient extrêmement actifs. Evoquant l'actuelle crise du Gouvernement israélien, l'intervenante a rappelé que l'évolution de la situation dans les territoires occupés et la question des négociations constitueraient les principaux problèmes politiques qu'il incomberait à tout Gouvernement israélien de résoudre. Avec le soulèvement, les Palestiniens mettaient en place la base d'une société démocratique et pluraliste, ce qui était une nouveauté absolue au Moyen-Orient. Les communautés locales et la direction nationale mixte de l'intifada étaient composées de représentants des cinq principaux groupes palestiniens. L'évolution démocratique en Europe de l'Est avait vivement frappé les esprits des Palestiniens, du fait que la démocratie avait été instaurée sans violence. Parallèlement, les nouvelles relations d'Israël avec les pays d'Europe de l'Est, ainsi que le nombre croissant d'immigrants juifs d'Union soviétique, étaient une source d'appréhension. Il fallait également attirer l'attention de la communauté internationale sur la question du désarmement nucléaire au Moyen-Orient dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

35. M. Igor M. Khvorostiany, Directeur adjoint de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences d'Ukraine, a dit que l'intifada, lutte non violente du peuple palestinien contre l'occupation israélienne, s'était révélée très efficace, et l'a qualifiée de mouvement de résistance civile massive pour obtenir l'autodétermination et la fin de l'occupation. Le but principal de ceux qui y participaient était de bâtir une Palestine indépendante, à côté d'un Israël indépendant. L'intifada avait déjà eu une influence décisive sur la communauté palestinienne des territoires occupés, qu'elle avait galvanisée et unifiée comme jamais auparavant, qu'il ne fallait pas la considérer simplement comme une révolte contre l'occupation mais comme un des éléments les plus importants de la création de l'Etat palestinien. Peu à peu, par son intermédiaire, les Palestiniens transféraient l'obéissance obtenue de force par les autorités israéliennes à leurs autorités nationales. En rendant au peuple palestinien sa fierté et en resserrant l'unité, les dirigeants palestiniens avaient pu prendre des initiatives en vue d'un règlement pacifique. L'intervenant a insisté sur le fait que l'intifada était l'application concrète de la Déclaration d'indépendance de la Palestine qui, à son avis, constituait une étape dans la création de l'Etat palestinien. En proclamant ce dernier, le mouvement palestinien avait suscité une nouvelle occasion de lancer une initiative pour instaurer une paix durable. Pendant le soulèvement, le désengagement économique palestinien à l'égard d'Israël s'était accentué, le boycottage des produits israéliens était devenu plus efficace et avait sensiblement contribué au développement d'une industrie

locale. L'intifada avait suscité une agitation politique en Israël, comme le prouvaient l'évolution des attitudes et des interprétations dans la presse, à la Knesset, et les déclarations de certains responsables politiques. On assistait en Israël à une réévaluation de la réalité palestinienne. Les Israéliens avaient compris que les territoires occupés étaient non seulement une menace pour la sécurité future de leur Etat, mais aussi un danger évident et immédiat pour la stabilité politique de leur pays. L'intifada avait influencé et divisé l'opinion publique israélienne pour ce qui est de la poursuite de l'occupation et de la reconnaissance d'une Palestine indépendante à côté d'un Israël, lui aussi, indépendant; elle avait également encouragé l'opinion publique internationale et l'activité diplomatique à contribuer au règlement du conflit. En conclusion, l'intervenant a déclaré que l'intifada continuerait parce qu'elle s'était révélée un des facteurs les plus efficaces dans l'Etat.

36. M. Hans Peter Kotthaus (République fédérale d'Allemagne), Secrétaire général de l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe, a dit que, depuis le début de l'intifada, on avait franchi deux étapes importantes. L'année 1988-1989 avait été témoin de nombreux changements. Après 40 ans d'exil, la lutte palestinienne se déroulait de nouveau sur le sol national. C'était aussi le point culminant de 40 ans de développement du mouvement palestinien national. Le second aspect concernait le glissement de l'attention vers l'Europe, celle de l'Est notamment. A son avis, les craintes selon lesquelles l'importance croissante accordée à cette dernière pourrait avoir des répercussions préjudiciables au processus de paix au Moyen-Orient n'étaient pas fondées. L'autodétermination et la démocratie étaient les deux points inscrits à l'ordre du jour des relations Est-Ouest; elles constituaient aussi les directives à suivre pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Plusieurs problèmes avaient surgi à la suite des faits récents, à savoir notamment l'émigration des citoyens soviétiques juifs, ainsi que l'autosatisfaction dont faisaient preuve l'Administration et le Congrès des Etats-Unis. Dans ce dernier cas, un groupe de pression pro-israélien aux Etats-Unis parvenait à influencer les activités des membres des deux Chambres. De sa visite aux Etats-Unis, M. Kotthaus rapportait une impression positive, à savoir que les Comités d'action politique s'écartaient de plus en plus de l'opinion publique juive. Une autre difficulté venait de l'inertie du Gouvernement israélien. Tous ces éléments rendaient difficile l'établissement d'un calendrier pour fixer les actions et les initiatives à entreprendre dans l'immédiat. L'Europe de l'Est devrait améliorer ses relations avec Israël, mais elle devrait aussi observer certains principes, tels que le soutien aux Palestiniens. S'agissant de l'émigration des Juifs soviétiques, tout le monde était d'accord sur le principe de la liberté de mouvement de chaque être humain et acceptait l'émigration, tant que les émigrants n'étaient pas installés dans les territoires occupés. De l'avis de l'intervenant, la grande majorité des candidats à l'émigration ne désiraient pas se rendre en Israël mais dans les pays industrialisés; cependant ils n'avaient pas le choix. On devrait s'interroger sur la capacité d'absorption d'Israël à l'intérieur de ses frontières de 1967. Les Européens, les Palestiniens et les Israéliens ne pensaient pas disposer de beaucoup de temps encore pour résoudre le problème du Moyen-Orient. Aux Etats-Unis, il faudrait amener l'opinion publique et le Congrès à donner un rang de priorité plus élevé au processus de paix. Par le biais de contacts et institutions politiques, l'Europe devait faire état de son appui aux Israéliens réalistes. Il fallait faire preuve de fermeté à l'égard du Gouvernement israélien. Dans certains cas, des réactions ponctuelles, y compris des sanctions, s'étaient révélées efficaces. Les gouvernements devaient donc agir sans attendre. En terminant, M. Kotthaus a exprimé l'espoir que des réunions du genre de celle qui était en cours

contribueraient à faire admettre le principe de deux peuples, deux Etats, mais un avenir commun.

37. M. Mikko Lohikoski (Finlande), Président du Comité européen de coordination des ONG pour la question de Palestine, a dit que l'intifada était sans aucun doute l'événement le plus important survenu dans les territoires occupés depuis le début de l'occupation israélienne en 1967. Il s'agissait d'une révolution populaire pacifique, d'une puissante démonstration de la volonté des Palestiniens de n'accepter rien d'autre qu'un Etat indépendant; elle avait changé pour toujours la vie du peuple palestinien dans les territoires occupés, ses valeurs et sa société; son impact sur la solution de la question de Palestine n'était pas moins crucial. En mobilisant l'ensemble de la société palestinienne, l'intifada avait permis à l'OLP d'adopter une politique de paix, audacieuse et réaliste, qui s'exprimait dans les décisions du Conseil national palestinien de 1988. La vision d'un Etat, deux peuples, avait été remplacée par celle de deux peuples, deux Etats. Le peuple palestinien voulait faire savoir que le but de sa lutte était l'indépendance, mais pas aux dépens d'Israël. Cette politique avait supprimé un sérieux obstacle à l'établissement de relations entre Européens et Palestiniens. Malheureusement, les dirigeants israéliens, tout en chérissant leur indépendance, refusaient d'accepter l'autre moitié de la résolution des Nations Unies sur la partition et continuaient d'entraver les efforts de paix. M. Lohikoski a insisté sur le large consensus international quant à la base juridique nécessaire pour résoudre la crise du Moyen-Orient, mentionnée dans plusieurs résolutions. Une conférence internationale sous les auspices des Nations Unies s'était révélée le cadre le plus efficace et le plus acceptable pour examiner tous les aspects du conflit. La participation de toutes les parties concernées, y compris l'OLP, était nécessaire à toutes les phases du processus pour assurer son succès. Il fallait sortir de l'immobilisme afin que l'idée d'une conférence internationale de la paix fasse son chemin. Cela était d'autant plus urgent que le Gouvernement israélien semblait accepter, et même encourager, l'installation d'immigrants dans les territoires occupés, y compris dans Jérusalem. M. Lohikoski a fait observer que l'Europe devait insister pour qu'Israël cesse de créer des colonies de peuplement dans les territoires occupés et qu'elle devait s'assurer, en coopération avec l'Union soviétique et les Etats-Unis, que les émigrants juifs quittant l'Union soviétique étaient libres de choisir leur destination. Il fallait éliminer les attitudes et les actes antisémites et chauvins, afin que les gens ne se sentent plus menacés et aient par conséquent moins de raisons de quitter leur pays. L'Europe avait un rôle particulier à jouer au Moyen-Orient et devait prendre plus d'initiatives pour le règlement du conflit. Un message politique et économique plus clair pourrait être envoyé aux parties concernées, par le biais d'échanges avec les territoires occupés et d'une amélioration du statut de l'OLP. Il fallait intensifier le soutien politique, économique, moral et autre aux populations des territoires occupés. M. Lohikoski a conclu en disant que son organisation avait fait beaucoup mais qu'elle avait besoin d'un appui et d'une coopération accrue des gouvernements européens pour aider le peuple palestinien.

38. Mme Nelly Maes, parlementaire belge, a dit que si la paix régnait en Europe ce n'était pas le cas pour d'autres régions ou pour le peuple palestinien. Depuis le début de l'intifada, rien n'était plus et ne serait jamais plus comme avant. L'Europe tendait à se replier sur elle-même et avait tendance à oublier que le monde était très petit et que les problèmes surgis ailleurs finiraient par l'affecter. La plus grande difficulté pour instaurer la paix venait du Moyen-Orient. Les efforts de l'OLP et d'autres forces politiques devaient être reconnus en Israël. Mme Maes avait été le témoin

direct des souffrances du peuple palestinien et elle avait été émerveillée par sa résistance. Mais le peuple palestinien ne serait pas éternellement patient et il fallait trouver rapidement une solution. A ce sujet, une résolution avait été présentée au Parlement belge, qui demandait instamment aux 12 membres de la Communauté européenne de s'intéresser davantage à la question de Palestine. L'Europe n'adoptait pas toujours une attitude louable à l'égard des autres peuples. Seules des négociations et une conférence internationale permettraient d'instaurer la paix au Moyen-Orient. Cette région faisait partie de l'héritage commun de l'humanité et tous avaient certaines obligations à son égard. Mme Maes espérait donc qu'il serait possible d'instaurer la paix dans la région par des moyens pacifiques.

39. M. Evert Svensson, parlementaire suédois, a fait observer que l'intifada avait entraîné l'apparition du peuple palestinien sur la scène mondiale, qu'elle avait inscrit la question des droits nationaux du peuple palestinien à l'ordre du jour mondial, et déclenché un mécanisme diplomatique et politique pour les garantir; elle avait contribué à sensibiliser l'opinion publique en Israël à la nécessité de respecter les droits nationaux des Palestiniens et de dialoguer avec ces derniers. Désormais, une bonne partie de la société israélienne estimait que la meilleure solution pour Israël était d'accepter un règlement suivant le principe "deux peuples, deux Etats". De nombreux Israéliens s'efforçaient de convaincre leurs compatriotes qu'il était nécessaire et possible de faire confiance aux Palestiniens, et que le fait de respecter les droits de ces derniers n'impliquait pas l'abandon des droits d'Israël. M. Svensson a fait observer que l'intifada avait permis de mettre en place des structures populaires qui contribueraient utilement à la création de l'administration de l'Etat palestinien, puis il a abordé le problème de l'installation des immigrants dans les territoires occupés et déclaré que celle-ci constituait une violation du droit international. Les Ministres des affaires étrangères des pays nordiques avaient exprimé leurs préoccupations. La présente occupation de l'hospice grec orthodoxe Saint Jean était très préoccupante. Le Parlement suédois avait insisté sur l'importance d'une conférence internationale de la paix sous les auspices des Nations Unies, avec la participation de toutes les parties concernées, y compris l'OLP; il avait condamné les crimes israéliens contre le droit international et les droits de l'homme pendant l'occupation. M. Svensson demandait instamment à Israël d'ouvrir le dialogue avec le peuple palestinien avant qu'il ne soit trop tard, et à tous les véritables amis d'Israël de fournir une assistance dans ce sens.

40. M. Dedi Zucker, membre de la Knesset, a dit qu'il devrait être clair que la discussion concernant les Israéliens et les Palestiniens portait sur deux peuples et qu'il n'existait aucune solution pour un peuple sans l'autre. M. Zucker a souligné l'impact de l'intifada sur la société israélienne, déclaré qu'elle avait fortement ébranlé le statu quo dans le Moyen-Orient, et qu'elle avait ramené les Israéliens et les Palestiniens au point où ils en étaient lorsqu'ils se battaient en 1948. De nombreux Israéliens avaient imaginé que les territoires occupés se soumettraient facilement à l'occupation, et cette opinion devait être révisée. Les Israéliens devaient maintenant payer le prix de l'occupation - sur les plans politique, économique, moral et militaire. Cependant, ce prix était encore supportable, étant donné que de nombreux Israéliens étaient en faveur de l'occupation. M. Zucker a signalé un autre effet du soulèvement, à savoir un réalisme croissant chez les Israéliens. Nombre de ces derniers étaient désormais pragmatiques en dépit de leur idéologie; néanmoins, beaucoup trop d'entre eux n'avaient pas renoncé à leurs stéréotypes; l'homme de la rue, contrairement à ce qui se passait pour les Palestiniens, était plus dynamique et plus réaliste que ses dirigeants, ce qui créait un écart croissant entre l'opinion publique et les hommes politiques.

Ce clivage dans le système politique et au parlement avait entraîné le gel de l'effort de paix, entrepris deux ans auparavant. Il fallait en conclure que les peuples devaient intervenir directement, sans en référer aux institutions politiques, parce que ces dernières bloquaient au départ une prise de conscience de la réalité et de la nécessité de l'accepter. M. Zucker se félicitait de la nouvelle démarche palestinienne qui consistait à s'adresser directement à la société israélienne et a déclaré qu'à son avis les Palestiniens avaient surmonté leurs craintes et retrouvé leur dignité en tenant tête à l'armée israélienne depuis plus de deux ans. La décision prise par l'OLP en 1988 marquait la fin d'un interminable processus, et, après une longue liste de refus d'un compromis, qui n'auraient pu être acceptés plus tôt, les Palestiniens avaient surmonté leurs craintes et retrouvé leur dignité. Dans les relations mutuelles dans les territoires occupés et en Israël, l'intifada avait rapproché les éléments pragmatiques parmi les Palestiniens des éléments réalistes israéliens, au nombre desquels figuraient de nombreux centristes. Quant à l'immigration, M. Zucker s'est prononcé contre l'installation d'immigrants dans les territoires occupés mais a demandé aux Palestiniens d'exprimer très clairement leur politique à ce sujet, car le droit à l'immigration les affecterait eux aussi dans une très grande mesure. Les Palestiniens devaient respecter le droit à la liberté de mouvement et ne pouvaient s'opposer à l'installation d'immigrants sur la Rive occidentale que sur cette base. M. Zucker a mis en garde les Israéliens et les Palestiniens contre les radicaux de l'aile droite et les intégristes religieux, qui étaient les ennemis communs des forces pragmatiques des deux camps. On ne pouvait pas permettre que le conflit en cours, qui était national et politique, devienne religieux. Nombre des opposants à la paix avançaient des arguments religieux qui ne feraient que compromettre davantage la paix entre les deux peuples. En conclusion, M. Zucker a dit que la société israélienne était divisée en deux parties inégales, la plus importante étant pragmatique et l'autre constituant le front du refus; toutefois, la première prenait de l'importance et il ne fallait pas perdre espoir.

Table ronde II

"Sortir de l'impasse - nécessité urgente d'un règlement juste et durable de la question de Palestine : la Conférence internationale de la paix et le rôle de l'Europe"

41. M. Michele Achilli, Président de la Commission des affaires étrangères du Sénat italien, a d'abord examiné les changements intervenus dans les relations entre les deux superpuissances et leur influence sur la situation au Moyen-Orient. La situation qui régnait actuellement en Israël pouvait ouvrir la porte aux groupes extrémistes de droite et jeter ce pays dans l'isolement total sur le plan international. L'idée d'une conférence internationale de la paix recueillait l'approbation unanime, à l'exception des Etats-Unis et d'Israël. Pour sortir de l'impasse, le Ministre des affaires étrangères d'Italie avait récemment proposé la création d'un "Helsinki" méditerranéen dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Cette possibilité devrait être examinée sans retard. L'Italie assumerait la présidence de la Communauté européenne en juillet et l'initiative d'"assises méditerranéennes" était le signe de sa volonté d'agir rapidement pour permettre l'ouverture de négociations qui étaient essentielles pour l'organisation de cette conférence internationale de la paix. L'Europe avait tort d'ignorer les affaires du Moyen-Orient. Même si l'intifada avait modifié l'attitude des Européens à l'égard des Palestiniens, la méfiance muette ayant fait place à une sympathie déclarée, l'Europe n'avait encore donné aucune

preuve tangible de son intention de mettre fin à la brutale répression israélienne. Le moment était venu pour les Européens de faire preuve de détermination et de s'unir pour aider le Moyen-Orient à trouver la paix. L'heure était également venue pour Israël de cesser de dépendre uniquement de son amitié avec les Etats-Unis et de se tourner davantage vers l'Europe, au moment où de nouvelles relations s'établissaient entre l'Est et l'Ouest.

42. M. Moshe Amirav, Secrétaire général du Parti Shinui (libéral) d'Israël, a dit que le conflit était fondé sur les rêves, les espoirs, les craintes et les souffrances de deux peuples - les Juifs et les Palestiniens - qui se ressemblaient beaucoup et qui devaient rester sur la même terre, leur patrie. Les deux peuples devaient être suffisamment braves pour admettre leurs erreurs réciproques et pour trouver une solution basée sur l'association dans le pays plutôt que sur celle du "compromis territorial". L'erreur d'Israël venait de ce que son peuple avait des rêves : Israël étant la solution pour le peuple juif et la terre constituant l'Etat juif, et qu'il refusait de "voir" les Palestiniens; il ne voyait pas non plus le véritable partenaire des négociations pour la paix, à savoir l'OLP. De leur côté, les Palestiniens percevaient mal les Juifs. Dernièrement encore, leur objectif était de détruire l'Etat d'Israël et les compromis étaient rejetés, tant par eux que par les Arabes. S'opposer aujourd'hui à l'immigration en Israël était une erreur fatale, car seul un Israël fort serait prêt à faire la paix. Les immigrants représentaient l'espoir d'Israël de demeurer dans la région. Les Palestiniens devraient favoriser ce processus. M. Amirav a convenu que de nouveaux immigrants ne devraient pas être envoyés dans les territoires occupés mais a ajouté que moins de 1 p. 100 des nouveaux venus en Israël s'y étaient installés. Personnellement, il était contre la solution "deux peuples, deux Etats", car son rêve était une seule patrie, deux Etats. Jérusalem devrait être une seule ville, une ville ouverte, mais deux capitales. Il faudrait également traiter le problème des réfugiés palestiniens et dire à ces derniers qu'ils ne pourraient plus retrouver leur foyer à Jaffa ou à Haïfa. M. Amirav proposait une solution confédérale, c'est-à-dire trois Etats : Israël, Palestine et Jordanie, ayant des frontières ouvertes et un marché économique, et probablement une seule monnaie. Deux statuts de citoyenneté seraient désirables, l'un de ressortissant d'un Etat particulier et l'autre de ressortissant de la Confédération. M. Amirav a souligné que cette idée était la seule acceptable pour l'aile droite en Israël et les extrémistes palestiniens. La création d'un Etat palestinien n'interviendrait pas dans l'immédiat et elle prendrait du temps. A son avis, l'Europe avait un rôle à jouer dans la recherche d'une solution à la question palestinienne, mais les sanctions n'étaient pas la bonne solution parce qu'elles seraient considérées comme une menace à l'existence même d'Israël. L'Europe pouvait contribuer à rapprocher les deux parties grâce au dialogue, à un soutien fourni aux efforts conjoints israélo-palestiniens et à une assistance pour résoudre des problèmes, tels que celui des réfugiés. L'intifada devait devenir plus constructive et démontrer la possibilité d'une coopération entre Israéliens et Palestiniens. M. Amirav était optimiste quant à l'avenir, parce que la tendance en Israël était désormais plus au réalisme et moins à l'idéalisme.

43. Mme Marie-Christine Aulas (France), membre du parlement européen, a dit qu'il était important d'examiner le rôle que jouait actuellement l'Europe pour sortir la question de Palestine de l'impasse dans laquelle elle se trouvait. Deux dynamiques parallèles avaient été observées récemment : celle au niveau régional selon laquelle après un demi-siècle de souffrances et de luttes, de succès et d'échecs, la question de Palestine était devenue le centre de l'attention, à la suite de l'intifada, et grâce à elle, et la dynamique internationale, qui prenait en compte les problèmes de la région, depuis que

l'Ouest avait dû étudier la question de l'Est. Malgré cette nouvelle situation, les relations fonctionnelles et parfois même passionnées entre Israël et les Etats-Unis restaient inchangées; elles étaient la cause du refus de la Conférence de la paix, de l'impasse diplomatique actuelle et de l'état de l'économie israélienne qui était véritablement "sous perfusion". Tandis qu'Israël et les Etats-Unis s'entêtaient plus que jamais dans le déterminisme qui caractérisait leur perception du monde, le reste de la planète changeait de direction. L'Europe, en particulier, redécouvrait le continent après 45 années de division, et se remettait enfin des conséquences de la dernière guerre mondiale, ce qui était important, spécialement dans la mesure où une solution à la question de Palestine était concernée. Mme Aulas a fait observer que l'Europe retrouvait progressivement sa liberté d'initiative. Désormais, les pays de l'Europe de l'Ouest n'étaient plus les seuls à entretenir des relations diplomatiques tant avec Israël qu'avec l'OLP; les pays d'Europe de l'Est et Israël avaient également renoué. On prenait peu à peu conscience de la responsabilité historique de l'Europe vis-à-vis des Palestiniens, victimes indirectes d'une histoire qui n'était pas la leur. La Communauté économique européenne intervenait aussi plus énergiquement pour modifier le comportement d'Israël à l'égard des Palestiniens et pour fournir une assistance aux territoires occupés. Presque chaque mois, le parlement européen adoptait des résolutions pour dénoncer et condamner les pratiques d'Israël dans les territoires occupés, et la Commission ainsi que le Conseil étaient tout aussi vigilants. La CEE avait fait des progrès considérables sur la question de Palestine. Après avoir longtemps bénéficié d'une sympathie exclusive, Israël comprenait maintenant que les temps avaient changé. Une nouvelle stratégie avait été inaugurée avec l'ouverture à Bruxelles d'une mission israélienne permanente auprès de la CEE et la création d'un groupe de pression sur le modèle des comités politiques d'action aux Etats-Unis. Un examen de la situation générale révélait, d'une part, un désir de paix conduisant à une conférence internationale sous les auspices des Nations Unies et, d'autre part, une stratégie visant à repousser les échéances et à gagner du temps en utilisant toutes les différentes contradictions. Néanmoins, le but que représentait une paix juste et durable restait à atteindre et il fallait décider comment organiser une conférence internationale de la paix face au veto des Etats-Unis et à l'opposition israélo-américaine. La Communauté économique était actuellement la mieux placée, historiquement et politiquement, pour prendre une telle initiative. Mme Aulas faisait partie d'un groupe qui avait demandé la constitution d'un comité préparatoire, chargé d'établir l'ordre du jour, la liste des membres et les méthodes de travail de la Conférence internationale de la paix. En jetant les bases de l'infrastructure nécessaire pour cette conférence, on pourrait libérer les forces permettant d'éloigner le fatalisme et le déterminisme et préparer la voie à une paix juste et durable pour tous.

44. Le Rabbin Balfour Brickner, de la Stephen Wise Free Synagogue, aux Etats-Unis, a déclaré que sa présence à la réunion était due à la mission inéluctable dont il se sentait chargé dans la recherche de la paix en raison de son identité juive. Il était venu en tant que Juif américain, depuis longtemps sioniste, favorable à la solution des deux Etats et préoccupé par l'évolution de la situation. Le monde ne partirait pas en guerre au sujet de nombreux conflits régionaux, mais il pourrait le faire au sujet des droits des Israéliens et des Palestiniens. Par ailleurs, un fanatisme religieux, sans équivalent dans le reste du monde, existait dans cette région. Les gens étaient toujours prêts à mourir pour leur foi. Cette réalité devrait inciter les parties au conflit à réfléchir, étant donné que leurs décisions n'affectaient pas qu'eux. L'intervenant était conscient des erreurs commises par les Israéliens et par les Palestiniens. Cependant, les changements

encourageants et longtemps attendus qui prenaient place avaient amené les participants au Séminaire. Le Rabbin Brickner a souligné que les Palestiniens avaient recouru à l'intifada pour tenter d'exercer leurs droits. Les responsables de l'OLP avaient dû lutter pour la rejoindre. L'intifada avait attiré l'attention du monde sur la cause arabe comme nul autre événement n'avait pu le faire, et il en était de même pour la réaction israélienne; elle avait aussi creusé l'écart entre les Israéliens et la Diaspora juive, avec la communauté juive parfois offensée par les actes d'Israël. Toutefois, les Juifs américains, même s'ils critiquaient certains aspects du comportement d'Israël, ne rejetaient pas d'Etat d'Israël. L'intifada avait créé le plus gros problème et la plus grave menace pour celui-ci, car elle menaçait non pas sa sécurité extérieure mais sa sécurité interne, ce qui était beaucoup plus redoutable. De ce fait, Israël était une nation divisée sur le sort de 1,7 millions de Palestiniens. Dans le vide que créait cette tension interne s'engouffraient les extrémistes de deux bords, qui l'emporteraient sur les modérés. Seul un processus de paix raisonnable pourrait contenir, sinon exterminer ces forces. Le Likoud n'était pas plus prêt que les extrémistes arabes à faire des concessions. Parmi les nombreuses propositions avancées, une méritait d'être examinée, celle liée à la sécurité. Jusqu'à présent, les Israéliens craignaient les Palestiniens. Un sentiment de sécurité pouvait amener Israël à accepter un Etat palestinien sur la Rive occidentale. Il fallait faire quelque chose pour empêcher d'agir ceux qui nuiraient aux deux Etats. De même, toutes les restrictions juridiques à l'ouverture d'un dialogue devaient être levées. Enfin, il convenait de faire une distinction entre les mots "Etat" et "patrie". L'orateur a insisté sur le fait que ceux qui ne vivaient pas au Moyen-Orient pouvaient se pencher sur cette question. Les Etats-Unis étaient intervenus dans le débat sur l'identité des Juifs, en Israël. Plus récemment, les Comités d'action politique israélo-américains avaient rejeté l'installation de Juifs sur des terres appartenant au Patriarcat grec-orthodoxe. Les Etats-Unis et l'Union soviétique devaient participer à toute conférence internationale, susceptible d'être organisée par la suite. Israël reconnaissait désormais le rôle de l'Union soviétique dans tout processus de paix. La Suède, elle aussi, était très activement intervenue dans ce processus. Aucune solution militaire n'était possible au Moyen-Orient. Il fallait accepter la paix avec des garanties et les Palestiniens devaient évoluer : après avoir rejeté Israël, ils devaient l'accepter.

45. M. Joseph Cassar, Président du Conseil d'administration du Parti nationaliste maltais, a d'abord insisté sur le fait que la reconnaissance de la pleine souveraineté des nations et le respect de la volonté démocratique des peuples avaient contribué à sortir l'Europe de l'Est d'une impasse qui avait duré des décennies. Ces mêmes critères, qui garantissaient la sécurité régionale et la coopération mutuelle formaient la base des recommandations et des déclarations des Nations Unies demandant une conférence internationale de la paix pour régler de façon durable la question de Palestine. Une solution s'imposait d'urgence. Les mots clefs pour réaliser le consensus parmi tous les intéressés étaient dialogue et sécurité régionale. M. Cassar a ensuite examiné le rôle que devait jouer l'Europe pour promouvoir la paix au Moyen-Orient, rôle qui était pour elle un devoir, en raison de ses affinités et de ses responsabilités historiques dans la région et un droit, puisque le conflit régional constituait une menace pour la sécurité du continent; il a également insisté sur la nécessité d'une démarche coordonnée, adoptée par la Communauté européenne et les autres Etats européens. En 1968, le Gouvernement maltais avait introduit la notion d'"héritage commun de l'humanité" aux Nations Unies. La conscience d'un héritage commun était précieuse pour identifier les problèmes communs - plutôt que les différences - et par suite de nouveaux

schémas de coexistence et de coopération. Après un demi-siècle de conflit au Moyen-Orient, la souffrance et l'insécurité étaient l'héritage commun des peuples israélien et palestinien, et celui-ci pouvait, soit former la base d'une meilleure compréhension, soit devenir la source de nouveaux conflits. M. Cassar a rappelé qu'en décembre 1989, au large de Malte, les dirigeants des deux superpuissances avaient enterré la guerre froide, lorsque la souveraineté et les droits démocratiques des peuples avaient été reconnus. Ces mêmes principes devaient servir de paramètres pour une paix durable au Moyen-Orient.

46. Mme Viola Furubjelke, parlementaire suédoise, a déclaré que le moment était venu de réunir tous les amis d'Israël et tous ceux de la Palestine, pour permettre des négociations directes entre Israël et l'OLP. La Suède attribuait son engagement au fait qu'elle se considérait comme une amie des deux parties, ce qui était particulièrement précieux lorsqu'il s'agissait de contribuer au processus de paix. L'intifada, elle, avait réussi à cause de son faible niveau de violence, qui avait permis à l'opinion publique, aux gouvernements et aux ONG du monde entier de prendre conscience de l'injustice d'une situation. Bien que les Israéliens aient l'avantage militaire, les Palestiniens étaient plus forts, parce qu'ils étaient moralement et politiquement convaincus de leurs droits. Mme Furubjelke a exprimé l'espoir que les Palestiniens pourraient faire en sorte que l'intifada demeure la moins violente possible, et a déclaré que l'obstacle le plus manifeste au déroulement du processus de paix était la crise du Gouvernement israélien, ainsi que la décision de l'Administration des Etats-Unis de ne pas faire pression sur ce gouvernement. Les Etats-Unis devraient utiliser leur influence pour empêcher Israël d'adopter un comportement non démocratique, qui semblait être le résultat de l'oppression dans les territoires occupés. Il était important que les Israéliens changent leur attitude à l'égard des Palestiniens pour se libérer d'une peur irrationnelle. En général, le climat politique actuel, plus favorable aux négociations, avait permis de réaliser de grands progrès dans la solution de plusieurs conflits régionaux. Les Nations Unies avaient le devoir et le droit d'accélérer le mouvement vers la solution des problèmes au Moyen-Orient.

47. M. Antonio Lacerda de Queiroz, membre de l'Assemblée nationale du Portugal, a dit que les Palestiniens avaient remporté une grande victoire en obtenant la sympathie de l'opinion publique en Europe et la reconnaissance de l'OLP comme leur représentant légitime. L'intifada avait informé l'opinion publique mondiale des souffrances des Palestiniens, tout en suscitant des sentiments de colère et de révolte contre les oppresseurs et les occupants. Tout règlement juste et durable de la question de Palestine exigeait la participation d'Israël - et de son allié américain - et de l'OLP. Le dialogue était essentiel. L'Europe avait des obligations morales envers ses plus proches voisins, les pays méditerranéens, et devait être au premier rang des défenseurs de cette région. L'autodétermination et une patrie pour les Palestiniens devaient figurer au nombre des principales préoccupations de l'Europe. M. Lacerda de Queiroz était en faveur d'une conférence internationale, ouverte à toutes les parties, y compris l'OLP, sur la question israélo-palestinienne, et il acceptait la proposition concernant des élections dans les territoires occupés et la partie orientale de Jérusalem, dans le cadre de négociations globales; enfin il réclamait un accroissement de l'aide économique à la population des territoires occupés, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation. L'arrogance et l'obstination d'Israël étaient en grande partie dues à l'appui aveugle des Etats-Unis. Les alliés européens de l'Amérique devraient faire pression sur celle-ci pour obliger à prendre conscience de l'importance du monde arabe pour l'Europe et l'empêcher de compromettre ces relations. Une bonne partie des exportations d'Israël

était absorbée par la CEE. L'accord de commerce devait être ratifié tous les trois ans par le Parlement européen, qui pouvait le bloquer, ce que d'ailleurs il avait fait en 1988 lorsqu'Israël avait imposé des restrictions aux exportations des produits agricoles obtenus par les Palestiniens dans les territoires occupés. Ce veto avait obligé Israël à modifier son attitude. Les amis des nations arabes ne devraient-ils pas faire pression sur le parlement européen pour obtenir des concessions plus substantielles de la part des Israéliens?

48. M. Nabeel Shaath, Président du Comité politique du Conseil national palestinien, a déclaré que les sujets d'entente entre Israéliens et Palestiniens étaient plus nombreux qu'entre Palestiniens et Américains. Jusqu'à présent le soutien des Etats-Unis avait été unilatéral. L'Administration de ce pays n'était guère préoccupée par le destin des Palestiniens au Moyen-Orient. L'élément moteur au Moyen-Orient était actuellement le plan de paix palestinien, alimenté par l'intifada. Cet élément était toutefois bloqué par plusieurs facteurs, mais il n'en restait pas moins qu'aucun progrès n'était enregistré dans la situation au Moyen-Orient. Les risques résultant de cette impasse étaient nombreux et notamment les suivants : radicalisation des deux côtés, attaque nucléaire israélienne, même par erreur, affrontement arabo-israélien plus vaste. Le Juif qui cherchait une solution à sa tragédie avait fait du Palestinien sa victime. Les Palestiniens étaient chassés de leurs terres, littéralement rejetés à la mer. M. Shaath a ensuite commenté la décision de l'OLP d'adopter la politique consistant à créer deux Etats, en novembre 1988. Cette décision d'importance majeure était un compromis difficile à accepter. La réflexion aboutissant à cette décision avait été longue, car elle avait commencé en 1974. Lorsque le plan de paix palestinien avait été annoncé en 1988, le temps était venu de résoudre de nombreux problèmes difficiles. Tous ces facteurs avaient amené l'OLP à penser que c'était le moment de faire des concessions. Les décisions annoncées à Alger, Genève et Paris concernaient la reconnaissance totale d'Israël, la renonciation au terrorisme, le statut de Jérusalem et la fin de la théorie des "étapes". Dans les faits, l'OLP cessait toutes ses attaques contre des particuliers, les actions de ses unités militaires étaient arrêtées, et elle était prête à dialoguer et à négocier avec tout Israélien désireux de le faire, y compris avec le Premier Ministre Yitzhak Shamir, même si ce dernier refusait de l'admettre ouvertement; la ligne verte était rétablie, concrétisant l'idée de deux Etats; de même l'OLP commençait à planifier et à bâtir le nouvel Etat de Palestine; elle organisait aussi des réunions avec des hommes d'affaires pour l'achat de technologies en vue d'édifier le nouvel Etat; enfin elle ouvrait des négociations commerciales avec l'Europe pour l'exportation de fruits et de textiles. Ce n'étaient pas là les actes d'un peuple qui fixait des "étapes", ou qui revêt de poursuivre la guerre. Les Palestiniens avaient accepté les nombreuses propositions de paix avancées, à condition qu'elles débouchent sur un règlement définitif et pacifique. Mais les Palestiniens et les Israéliens étaient encore des ennemis qui s'efforçaient de devenir des amis, ce qui finalement arriverait lorsque les négociations commenceraient. Les Palestiniens étaient inébranlables sur trois points : le droit à l'autodétermination sur tout leur territoire, le retrait d'Israël de tous les territoires occupés en 1967, y compris Jérusalem, l'égalité et le droit de se sentir Palestinien; pour ceux de la Diaspora, le droit au retour, une paix globale arabo-israélienne et une conférence internationale pour obtenir des garanties de sécurité pour les Arabes et les Israéliens. Les Palestiniens étaient toujours mis à contribution, les Israéliens jamais. La déshumanisation des Palestiniens devait cesser. Ceux-ci comprenaient les souffrances des Juifs et la discrimination subile et persistante dont ils étaient victimes. Mais la compréhension ne devait pas

être accompagnée de condescendance. La mise à l'épreuve des Palestiniens seuls devait cesser. La situation évoluait en Israël où le gouvernement était tombé sur la question de la paix. Certains Israéliens voulaient un Etat palestinien indépendant. Tout le monde voulait la paix et pourtant le Congrès américain adoptait des résolutions qui envenimaient la situation. Si l'Amérique ne voulait pas bouger, l'Europe devait prendre la direction des opérations et oeuvrer pour l'organisation d'une conférence internationale de la paix. Il fallait prendre des initiatives pour sortir de l'impasse et les Palestiniens tndraient la main à quiconque voulait travailler pour la paix.

49. M. Wan Jingzhang, Chercheur associé à l'Institut chinois d'études internationales, a dit que pour sortir de l'impasse et tourner une page tragique d'histoire en ramenant la paix attendue depuis trop longtemps au Moyen-Orient les deux parties devaient mettre en pratique le sage axiome "Vivre et laisser vivre". Cependant l'effort devait être réciproque. Jusqu'à présent, le désir sincère manifesté par l'OLP pour la paix n'avait pas trouvé d'écho en Israël. Au contraire, les extrémistes avaient essayé de créer de nouveaux obstacles. Pour démêler cette situation, les autorités israéliennes devaient modifier leur attitude intransigeante. A un moment où la situation mondiale s'améliorait et où plusieurs conflits régionaux avaient trouvé une solution politique ou s'en approchaient, le règlement de la question de Palestine, le problème mondiale le plus épineux, devenait d'autant plus urgent. Une conférence de la paix était le meilleur moyen pour chercher une solution. Les Nations Unies pouvaient jouer un rôle important, tandis que la participation des membres permanents du Conseil de sécurité pouvait donner plus de poids aux résolutions pertinentes. Pour créer les conditions nécessaires, les parties concernées, y compris l'OLP et Israël, devraient dialoguer en toute bonne foi. Israël devait reconnaître l'OLP comme le seul et légitime représentant du peuple palestinien. Seules des négociations avec l'OLP, menées sur un pied d'égalité, permettraient de trouver une solution. En outre, Israël devrait se retirer des territoires arabes occupés et cesser sa répression contre les résidents palestiniens. L'Etat d'Israël et la Palestine devraient se reconnaître mutuellement, et assurer leur protection réciproque. Pour favoriser le processus de paix au Moyen-Orient, la communauté internationale pourrait continuer d'exercer une pression politique, économique et morale sur Israël, pour obliger ce dernier à assouplir sa position. L'année écoulée avait enregistré certains signes encourageants dans l'évolution de la situation au Moyen-Orient. L'activité diplomatique avait été intense, l'Egypte et d'autres pays avaient avancé des propositions. Tout le monde avait approuvé l'appel en faveur de l'organisation rapide d'une conférence de paix sur le Moyen-Orient et demandé à Israël de modifier son attitude. L'adhésion de l'OLP à sa stratégie de paix et l'héroïque lutte du peuple palestinien sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza gagnaient la sympathie et le soutien du monde entier. Au contraire, les extrémistes israéliens se trouvaient de plus en plus isolés.

50. M. Martin Weiss, Conseiller parlementaire de la République fédérale d'Allemagne, a dit que ces derniers temps il s'était comme beaucoup d'Allemands interrogé sur le rôle que jouerait une Allemagne unifiée dans le concert politique européen. A son avis, le rôle allemand dans la politique du Moyen-Orient, qui avait été assez secondaire jusqu'à présent, ne changerait pas beaucoup. De plus, une Allemagne nouvelle et plus grande devait porter le fardeau de son histoire nazie - le poids de l'holocauste. C'est pourquoi, il n'y aurait jamais de grands changements dans les relations entre l'Allemagne et Israël. Un thème de la politique allemande au Moyen-Orient serait constant, à savoir l'obligation de garantir le droit d'Israël à vivre à l'intérieur de frontières sûres. A l'avenir, donc, un des groupes de pression

les plus puissants au Parlement serait le groupe de pression pro-israélien. Les hommes politiques allemands ne favoriseraient pas leur carrière en négociant trop avec les pays arabes ou même en critiquant le Gouvernement israélien. Parallèlement, l'Allemagne était de plus en plus sensibilisée à la question de Palestine, à cause des conséquences positives de l'intifada. Désormais, les hommes politiques allemands exerceraient, on pouvait l'espérer, une plus grande influence sur Israël au sujet de la paix. M. Weiss a souligné qu'aucune évolution favorable ne serait enregistrée dans ce domaine, notamment au sujet de la solution du problème israélo-palestinien, tant que les parties concernées ne seraient pas prêtes au compromis. Après une longue période de stagnation, trois des principales parties avaient déjà bougé : l'OLP avait reconnu le droit d'Israël à l'existence à l'intérieur de frontières sûres et avait renoncé à l'usage de la force; les Etats-Unis avaient abandonné leurs réserves contre l'OLP et avaient entamé le dialogue avec ses dirigeants, et l'Union soviétique était sortie de son isolement volontaire et souhaitait participer activement aux négociations sur la paix. Ces initiatives avaient toutes les trois pour but l'organisation d'une conférence internationale de la paix. Le seul élément manquant était un signal clair d'Israël. Ce dernier donnerait ce signal en acceptant l'OLP comme partenaire dans les négociations. La question était de savoir qui, dans l'actuelle crise gouvernementale, donnerait ce signal. Tous les efforts d'Israël pour contrôler les territoires occupés et appliquer sa politique illégale de colonies de peuplement n'avaient pu résoudre le problème fondamental, celui de la cohabitation des deux peuples dans la même région. Le problème ne pouvait être résolu ni par la répression administrative, ni par la force militaire; il ne pouvait l'être que par des négociations et des compromis, basés sur le principe du droit à l'existence des deux peuples. Le premier pas devait être la liberté et l'autodétermination des Palestiniens. A son avis, l'Europe devrait jouer dans ce processus un rôle plus important que jamais. En plus des problèmes et des défis qu'elle devrait désormais affronter dans les pays d'Europe de l'Est, l'Europe ne devait pas oublier ses responsabilités envers le peuple palestinien; elle devait convaincre ses amis israéliens qu'un règlement pacifique de la question de Palestine était dans leur propre intérêt. Le cas échéant, il faudrait intensifier la pression politique. Parallèlement, les Européens devraient donner la preuve de leur solidarité avec la Palestine, en augmentant leur aide à la population palestinienne opprimée. Le danger de radicalisation et celui posé par le fondamentalisme allaient en croissant. La région avait besoin d'Etats démocratiques efficaces, et la Palestine pouvait être l'un d'entre eux. M. Weiss espérait que la Palestine pourrait obtenir l'autodétermination, et que les Israéliens et les Palestiniens arriveraient à vivre côte à côte comme deux peuples libres et indépendants dans un Moyen-Orient plus pacifique.

51. M. Andrei Zakharov, membre du Presidium du Comité de solidarité afro-asiatique soviétique, a dit que, face aux changements favorables survenus dans le monde aujourd'hui et provoqués par la nouvelle école de pensée, la situation au Moyen-Orient était intolérable et inquiétante. Une amélioration radicale s'imposait dans l'intérêt des populations de la région et dans celui de la sécurité internationale, ce qui exigeait en premier lieu une solution équitable de l'aspect le plus crucial du conflit arabo-israélien, celui de la Palestine. Un stimulant essentiel dans la recherche d'une solution concrète était le soulèvement, vieux maintenant de deux ans et demi, des Palestiniens contre l'occupation israélienne, en vue d'obtenir l'exercice de leurs droits nationaux légitimes. Particulièrement importante pour l'évolution de la situation au Moyen-Orient et dans le reste de la région était la transformation positive de l'OLP qui voulait désormais parvenir à un règlement politique équitable du conflit arabo-israélien, grâce à l'application des

résolutions pertinentes des nations Unies, ouvrir le dialogue avec Israël, et qui avait condamné le terrorisme. L'obstination d'Israël qui se cramponnait à sa position dure et intransigeante était le principal obstacle au déclenchement du processus de paix. Ce pays restait inébranlable au sujet de l'autodétermination des Palestiniens, et n'avait pas l'intention de rendre les terres enlevées aux Arabes en 1967; il refusait toute négociation avec l'OLP. Par sa politique de répression et d'expulsion des Palestiniens et de création de nouvelles colonies de peuplement sur le territoire arabe, Israël avait délibérément créé de nouveaux obstacles au processus de paix, avançant divers prétextes pour continuer l'occupation, entre autres ses récentes déclarations, selon lesquelles il était nécessaire de conserver les terres arabes conquises pour y installer des immigrants, notamment ceux venant d'Union soviétique. Or, l'URSS était convaincue que l'instrument le plus acceptable et le plus efficace pour régler la situation dans la région serait une conférence internationale à laquelle toutes les parties au conflit, y compris l'OLP et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité participeraient. L'idée d'une telle conférence gagnait du terrain et il n'y avait pas d'autre solution valable. Il y avait consensus au niveau international sur la nécessité de cette conférence. Une coopération internationale s'imposait pour régler la situation au Moyen-Orient, pour favoriser une solution globale des graves problèmes de la région, en tenant compte des intérêts légitimes de toutes les parties au conflit. Un système garantissant la sécurité de toutes les parties, soigneusement conçu et bénéficiant du soutien de la communauté internationale, s'insérant dans le cadre d'un règlement global mutuellement acceptable, pourrait dissiper les inquiétudes mutuelles. Quant aux préparatifs relatifs à la Conférence internationale de la paix, l'Union soviétique préférait une utilisation plus intensive des moyens des Nations Unies. Il serait également utile que le Secrétaire général nomme un représentant spécial dans la région. Tout règlement se réduisait en fin de compte à résoudre le problème central du conflit du Moyen-Orient, à savoir permettre au peuple de Palestine d'exercer son droit à l'autodétermination, et assurer sa sécurité dans des frontières reconnues internationalement. En outre, tous les territoires arabes occupés depuis 1967 devraient être rendus.

Table ronde III

"Rôle de l'Organisation de libération de la Palestine dans le développement politique, social et culturel du peuple palestinien"

52. M. Khaled Al-Hassan, Président du Comité des relations extérieures du Conseil national palestinien, a dit que les Palestiniens avaient perdu leur citoyenneté en 1948, époque à laquelle ils étaient devenus apatrides. Ils étaient devenus des non-citoyens, avaient perdu leurs propriétés, leurs biens et leur passé. Tout cela créait un sentiment de non-existence qui contrastait avec le fait que les Palestiniens existaient physiquement; ils devaient donc lutter pour prouver leur existence. Lutter pour retrouver sa citoyenneté, son identité, son histoire et pour tenter de se faire un avenir était important pour la dignité et la satisfaction personnelles. Plus les Palestiniens étaient opprimés et plus ils devenaient combattifs. Pour les Palestiniens, la famille était le noyau de la société, et elle avait joué le rôle des ministères de l'éducation, de l'emploi et de la sécurité sociale. Politiquement, les Palestiniens décidaient de demeurer réfugiés, puisqu'ils voulaient rentrer chez eux et ne pas être installés en dehors de leur patrie. La résolution 194 (III) de l'Assemblée générale des Nations Unies était le seul moyen pratique de résoudre le problème des réfugiés palestiniens. Les

catastrophes et tragédies qui avaient frappé le peuple palestinien avaient entraîné sa renaissance. Les Palestiniens avaient conservé leurs structures éducatives et autres, même s'ils avaient perdu leur citoyenneté et ne pouvaient démontrer leur identité politique. Le Fatah avait été fondé pendant les années 50 par le peuple; ce mouvement avait un caractère populaire et diverses organisations s'étaient réunies pour créer ensuite l'OLP. Les Palestiniens étaient unis, malgré les différences des diverses organisations et la direction palestinienne avait pu évaluer les désirs des populations, ce qui avait entraîné la décision du Conseil national palestinien à Alger, en 1988. Malgré maintes vicissitudes, l'OLP avait réussi à diriger le peuple et avait créé de nombreux établissements sociaux, et notamment des programmes de soins médicaux gratuits, des cours de couture et, jusqu'à ces derniers temps, des secours aux familles de Palestiniens emprisonnés. En 1968, l'OLP avait annoncé la création d'un Etat démocratique calqué sur le modèle suisse, dans lequel les entités étaient indépendantes et où diverses langues étaient utilisées. Mais cette idée avait été repoussée. Déjà en 1974, le Conseil national palestinien avait adopté le principe consistant à créer deux Etats. En 1988, l'idée était parfaitement claire. En lançant son offensive de paix, l'OLP était influencée par l'atmosphère générale de détente, qui prévalait sur la scène internationale. Si les conflits devaient être résolus pacifiquement, il devait en être de même pour celui du Moyen-Orient. A l'avenir, un Etat indépendant de Palestine et Israël feraient partie d'un groupement beaucoup plus vaste, économique et peut-être politique, qui engloberait d'autres pays de la région. Les dirigeants d'Israël modifieraient leur doctrine et au lieu de rechercher la victoire sur le champ de bataille, la chercheraient sur le front social et économique, et les Palestiniens seraient les seuls à pouvoir aider les Israéliens dans ce processus. Palestiniens et Israéliens, réunis, feraient partie de l'économie du Moyen-Orient. Une nouvelle génération se lèverait en Israël, prête à relever le défi que posait le règlement du conflit.

C. Conclusions et recommandations

53. Les participants au Séminaire ont pris note avec satisfaction des efforts soutenus faits par les pays européens pour promouvoir un règlement global, juste et durable de la question de Palestine, conformément aux résolutions des Nations Unies. Ils ont souligné la grande importance et l'utilité de la contribution que les pays européens pouvaient apporter à un règlement équitable du conflit arabo-israélien au Moyen-Orient. Les participants ont exprimé leur conviction que des négociations fondées sur le principe "deux peuples, deux Etats", et tenant compte des droits et préoccupations des Israéliens et des Palestiniens, aboutiraient à la paix et à la justice dans la région. Ils ont eu plaisir à constater que le Séminaire avait contribué de façon positive au processus de paix en fournissant un cadre à une discussion constructive des questions en jeu, entre orateurs représentant les points de vue des parties concernées et participants de l'Europe et d'autres régions, aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental.

54. Les participants ont été encouragés par le fait que l'évolution récente de la situation en ce qui concerne le conflit arabo-israélien, conflit complexe et dangereux, et en son coeur même, en ce qui concerne la question de Palestine avait donné un nouvel élan à la recherche, dans le cadre de l'ONU et sur la base des résolutions des Nations Unies, d'une solution juste. L'intifada et l'initiative palestinienne en faveur de la paix de novembre 1988 témoignaient de la lutte courageuse et résolue que menait le peuple palestinien pour obtenir et exercer ses droits inaliénables, principalement le

droit à l'autodétermination. Ces événements et le climat international actuel, caractérisé par une volonté politique nouvelle de résoudre les conflits régionaux de manière pacifique avec l'assistance de l'ONU, avaient ouvert de nouvelles possibilités de sortir de l'impasse et de progresser en direction de la paix. En Israël, des secteurs importants de l'opinion publique étaient opposés à la politique inflexible du gouvernement et soutenaient désormais activement la solution des deux Etats. Il était donc impératif de ne pas laisser passer cette occasion historique et de redoubler d'efforts en 1990 pour surmonter les obstacles qui subsistaient, afin de pouvoir engager sans plus de retard les négociations, en particulier par la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient.

55. Les participants ont mis en lumière les événements importants qui avaient amené l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 43/176 en date du 15 décembre 1988. Ils ont estimé qu'ils avaient donné une impulsion aux efforts déployés sur le plan international en vue d'aboutir à un règlement global et juste de la question de Palestine et du conflit arabo-israélien. Ils ont pris note de l'adoption de la résolution 44/42 de l'Assemblée générale en date du 6 décembre 1989, dernière résolution de l'Assemblée sur la question de Palestine, et ont été grandement encouragés par la très forte majorité qui s'était prononcée en faveur de cette résolution équilibrée et globale, majorité incluant pour la première fois tous les Etats membres des communautés européennes. Ce fait témoignait du consensus international auquel on était parvenu sur la nécessité de convoquer, sous les auspices des Nations Unies et avec la participation, sur un pied d'égalité, de toutes les parties au conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ainsi que des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, en se fondant sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et sur les droits nationaux légitimes du peuple palestinien et principalement de son droit à se déterminer librement.

56. Les participants ont engagé les Etats qui avaient jusqu'alors fait obstacle à l'application de la résolution 44/42 à reconsidérer leur position et à se joindre au consensus international. Ils se sont en outre déclarés favorables à toute initiative des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU tendant à rapprocher les positions des parties au conflit, à créer un climat de confiance entre celles-ci et à faciliter ainsi l'organisation et le déroulement fructueux de la Conférence internationale de la paix.

57. Les participants ont exprimé leur satisfaction devant la position adoptée par les gouvernements européens en réponse à la proclamation de l'Etat de Palestine, l'Etat arabe palestinien devant coexister avec l'Etat d'Israël conformément au principe des deux Etats envisagé dans la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale. Ils se sont félicités en particulier des dispositions manifestées par les Etats membres des communautés européennes à participer activement à la recherche d'un règlement pacifique du conflit et à coopérer pleinement au développement économique et social des peuples de la région.

58. Les participants ont noté qu'il existait un consensus international sur les principes régissant l'instauration d'une paix globale, tels qu'ils étaient énoncés dans les résolutions de l'Assemblée générale 43/176 et 44/42, à savoir : retrait d'Israël du territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem, et des autres territoires arabes occupés depuis 1967; arrangements garantissant la sécurité de tous les Etats de la région, notamment ceux qui étaient mentionnés dans la résolution 181 (II) de

l'Assemblée générale du 29 novembre 1947, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues; solution du problème des réfugiés palestiniens, conformément à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, du 11 décembre 1948, et aux résolutions ultérieures pertinentes; démantèlement des colonies israéliennes dans les territoires occupés depuis 1967; et garantie d'un libre accès aux lieux sacrés, et aux édifices et aux sites religieux. Les participants se sont déclarés satisfaits que tous les pays européens aient appuyé ces principes et voté en faveur de la résolution 44/42, adoptée par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session. Le consensus ainsi dégagé entre les pays européens constituait une contribution importante à la solution urgente de la question de Palestine, qui était au coeur du conflit arabo-israélien.

59. Les participants au Séminaire ont noté que l'intifada avait eu de vastes répercussions, notamment sur tous les aspects de la politique israélienne. En particulier, l'intifada avait entraîné une grave crise gouvernementale et avait aidé les forces progressistes oeuvrant en faveur d'une paix juste à entamer un dialogue et des activités communes avec les Palestiniens, en vue d'encourager la compréhension mutuelle et la réconciliation et d'éliminer préjugés et stéréotypes. Les participants ont approuvé les objectifs de la manifestation organisée à Jérusalem, du 29 au 31 décembre 1989, sur le thème "1990, le temps de la paix", au cours de laquelle des Israéliens, un grand nombre de Palestiniens, des Européens et d'autres personnes s'étaient déclarées favorables à l'ouverture de négociations pacifiques, au respect des droits civils et des droits de l'homme et au principe "deux peuples, deux Etats". Ils ont estimé que l'Organisation des Nations Unies devait continuer d'offrir ses bons offices et organiser les activités voulues pour que les Palestiniens et les Israéliens entament les négociations sous son égide.

60. Des participants se sont déclarés gravement préoccupés par la persistance de violations graves par Israël, puissance occupante, des droits de l'homme de la population civile du territoire de la Palestine occupée, violations qui causaient toujours plus de pertes en vies humaines, de difficultés et de souffrances, avec de vastes conséquences sur le plan émotionnel, socio-économique et démographique. La communauté internationale avait affirmé à maintes reprises que les politiques et pratiques israéliennes dans le territoire palestinien occupé violaient les obligations d'Israël en tant que partie à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, et étaient contraires aux résolutions des Nations Unies et aux normes généralement reconnues du droit international. Les participants ont lancé un appel aux parties contractantes à la Convention, y compris à ses signataires européens, pour que des mesures appropriées soient prises afin d'assurer le respect des dispositions de la Convention. Ils ont noté que certaines mesures économiques prises dans le passé avaient eu des effets positifs. Une question particulièrement préoccupante aux yeux des participants était celle des souffrances causées aux femmes et aux enfants palestiniens par les pratiques brutales d'Israël. Les restrictions croissantes à la circulation des individus et au fonctionnement des établissements d'enseignement et des organismes de santé et de protection sociale, ainsi que la persistance quotidienne des obstacles et des brimades, avaient produit des conditions inhumaines et intolérables.

61. Les participants ont déploré le processus de colonisation par Israël du territoire palestinien occupé, qui se traduisait par l'implantation continue de colonies, l'usurpation de terres et de ressources en eau et les activités paramilitaires des colons. Ils se sont déclarés inquiets de l'implantation récente de nouvelles colonies et du financement secret par le Gouvernement

israélien d'une nouvelle colonie dans le quartier chrétien de Jérusalem; ils ont condamné ces actions, les jugeant indélicates et provocatrices. La communauté internationale s'était vigoureusement opposée à la politique israélienne d'implantation de colonies dans le territoire palestinien occupé, en violation de la quatrième Convention de Genève; elle avait déclaré ces actions nulles et non avenues, et demandé qu'Israël démantèle les colonies et se retire du territoire occupé. Les participants ont déploré les déclarations récentes du Gouvernement israélien concernant l'implantation accrue d'immigrants juifs dans le territoire palestinien occupé, pendant qu'Israël continuait à dénier aux Palestiniens le droit de retourner dans leurs foyers. Ils ont réaffirmé le consensus international selon lequel de tels actes étaient illégaux et compromettraient encore davantage la réalisation d'un règlement juste et global de la question de Palestine. Les participants ont adressé un appel aux gouvernements pour qu'ils fassent en sorte, conformément aux dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, que les membres de la communauté juive émigrant vers Israël ne soient pas utilisés pour perpétuer et renforcer l'occupation israélienne du territoire palestinien. Ils ont rappelé que l'article 12 du Pacte stipulait notamment que le droit à la liberté de mouvement, le droit de choisir librement sa résidence et la liberté de quitter n'importe quel pays, y compris le sien, "ne peuvent être l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus dans le Pacte". A cet égard, les participants ont pris note des récentes réunions du Conseil de sécurité, qui avait examiné les "initiatives illégales prises par Israël pour coloniser les territoires occupés". Ils ont instamment prié le Conseil de sécurité de condamner l'installation d'immigrants dans les territoires occupés, de la déclarer illégale et de la considérer comme constituant un nouvel obstacle grave à la paix, et d'engager le Gouvernement israélien à revoir sa politique d'obstruction et à l'abandonner.

62. Les participants ont accueilli avec satisfaction le fait que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique avait ouvert le dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine et ont souligné qu'il convenait de porter le dialogue à un niveau plus élevé et de l'élargir pour examiner aussi les questions de fond, dans un esprit constructif, afin de valoriser le processus de négociation devant aboutir à une solution juste et durable de la question de Palestine.

63. Les participants ont fait appel à la communauté internationale et, en particulier, au Conseil de sécurité de l'ONU pour que l'une et l'autre assument leurs responsabilités et s'en acquittent, et prennent des mesures urgentes en vue d'assurer la protection physique et de garantir la sûreté et la sécurité, ainsi que les droits juridiques et les droits de l'homme du peuple palestinien vivant sous occupation israélienne. Ils ont instamment demandé au Conseil de sécurité de tenir compte de la gravité des actes de violence et des violations des droits de l'homme, notamment de l'expulsion de Palestiniens, que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité lui-même avaient condamnés à diverses reprises, ainsi que des autres mesures prises par les autorités israéliennes à l'encontre des Palestiniens vivant dans le territoire occupé. Les participants ont, une fois de plus, souligné que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, était applicable de jure, et exigé qu'Israël se conforme aux termes de cet instrument.

64. Les participants se sont félicités des mesures courageuses prises par les Palestiniens au cours de l'intifada pour établir une infrastructure de substitution qui puisse servir de fondement à un Etat palestinien indépendant et souverain, ainsi que des efforts déployés par les Palestiniens pour mettre fin à l'occupation israélienne. Ils ont estimé que les tentatives renouvelées qui étaient faites pour parvenir à un règlement politique du conflit arabo-palestinien, au coeur duquel se trouvait la question de Palestine, devaient s'accompagner, à l'échelon international, d'une action plus énergique en faveur d'une véritable mise en valeur sociale et économique du territoire palestinien occupé, avec l'étroite participation du peuple palestinien représenté par l'Organisation de libération de la Palestine. Les participants ont accueilli avec satisfaction les mesures déjà prises à cet égard par les pays européens, et exhorté ces derniers à accroître encore leur assistance précieuse au peuple palestinien.

65. Les participants ont prié instamment le Gouvernement israélien de réagir d'une manière constructive à l'initiative de paix de l'Organisation de libération de la Palestine, qui avait été accueillie avec satisfaction et largement approuvée par l'ensemble de la communauté internationale. Ils ont insisté sur le fait qu'Israël devait reconnaître qu'il ne pouvait plus négliger les aspirations nationales des Palestiniens et continuer à leur refuser la jouissance de leurs droits inaliénables, en particulier de leur droit à l'autodétermination. Israël devait également tenir compte des aspirations de son propre peuple à un avenir de paix et de justice. Les participants ont estimé que les mesures proposées par le Gouvernement israélien le 15 mai 1989 étaient insuffisantes, car elles ne comprenaient pas de mesures intérimaires de protection du peuple palestinien, ni de mesures qui permettraient aux Palestiniens d'exercer pleinement leur droit à l'autodétermination. Ils ont demandé instamment à Israël de répondre positivement aux efforts internationaux en vue d'un règlement politique juste et durable du conflit arabo-israélien, au coeur duquel se trouvait la question de Palestine, règlement qui permettrait d'assurer une coexistence pacifique entre le peuple israélien et le peuple palestinien et de mettre un terme à des décennies de conflit dans la région. Le séminaire a lancé un appel aux pays européens pour qu'ils poursuivent vigoureusement leurs efforts afin de convaincre Israël de la nécessité urgente d'une réaction positive et constructive aux efforts de paix.

66. Les participants ont souligné la nécessité urgente de progrès dans les efforts de paix. Ils ont été unanimes à s'inquiéter que, si des progrès n'étaient pas réalisés rapidement, des éléments extrémistes de part et d'autre enflammeraient encore davantage la situation, avec des conséquences graves pour la paix et la sécurité internationales.

67. Les participants ont exprimé leur reconnaissance au Secrétaire général de l'ONU pour les efforts qu'il poursuivait en vue de faire progresser le processus de paix et de faciliter la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Ils ont prié instamment le Conseil de sécurité d'accélérer la convocation de cette conférence et d'adopter des mesures intérimaires, notamment le déploiement d'une force des Nations Unies pour garantir la sécurité physique des habitants du territoire palestinien occupé et assurer la stabilité dans la région en attendant la conclusion d'un accord sur un règlement final et global.

68. Les participants ont approuvé les efforts continus déployés par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pour contribuer à la solution de la question de Palestine grâce à la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, et demandé instamment à la communauté internationale de maintenir et de renforcer son appui aux activités du Comité, en particulier aux efforts visant à faciliter la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Ils ont noté avec satisfaction que le Comité intensifiait ses efforts pour assurer que les séminaires régionaux des Nations Unies sur la question de Palestine offrent l'occasion d'échanger des points de vue divers, de façon qu'un véritable dialogue s'instaure entre les hommes de bonne volonté de tous bords. Dans ce contexte, les participants se sont déclarés satisfaits de l'échange de vues franc et constructif qui avait eu lieu au Séminaire entre les participants israéliens et palestiniens. Ils ont toutefois noté que, si des Palestiniens représentant l'Organisation de libération de la Palestine avaient pris part au Séminaire, le point de vue officiel d'Israël n'avait pas encore été exprimé. Les participants ont formulé l'espoir que le Gouvernement israélien soit représenté aux réunions futures convoquées par l'ONU à cette fin et que l'occasion d'y participer soit donnée à des personnes représentant un large éventail de points de vue politiques. Les participants ont proposé que les séminaires et les réunions des ONG à venir examinent, dans le cadre de la Conférence internationale sur la paix, certaines des questions les plus importantes auxquelles il convenait de s'attaquer.

69. Les participants ont appelé tous les gouvernements européens à appuyer les efforts du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et ont prié instamment ces mêmes gouvernements d'envisager sérieusement de participer aux travaux du Comité en tant que membres ou observateurs. Ils ont estimé qu'une participation accrue des pays européens aux travaux du Comité élargirait le champ de ses délibérations et accroîtrait son efficacité.

70. Les participants au Séminaire ont pris acte, en les approuvant, des activités de la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat de l'ONU et du dévouement avec lequel elle s'était acquittée de sa tâche, sous la direction du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et en consultation avec celui-ci, afin de faire prévaloir une paix juste, globale et durable au Moyen-Orient conformément aux résolutions de l'ONU.

71. Les participants au Séminaire ont estimé que l'ONU devait entreprendre des efforts supplémentaires pour diffuser des informations concrètes et à jour sur la question de Palestine et sur les mesures requises pour amener un règlement juste de cette question. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et la Division des droits des Palestiniens avaient un rôle particulièrement important à jouer dans la collecte et la diffusion de ces informations. Pour sa part, le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU devait continuer à ne négliger aucun effort pour diffuser le plus largement possible des informations sur la question de Palestine, et devait poursuivre la réalisation de son programme spécial d'information sur cette question, en collaboration étroite avec le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, en visant tout particulièrement l'opinion publique d'Europe et d'Amérique du Nord.

72. Les participants ont pris note avec reconnaissance de l'appui précieux, humanitaire et autre, que le Gouvernement suédois accordait depuis des années à la juste cause du peuple palestinien, ainsi que de ses efforts en vue d'apporter une solution équitable au conflit arabo-israélien, au coeur duquel se trouvait la question de Palestine, conformément aux résolutions de l'ONU. Ils ont également exprimé leur profonde gratitude au Gouvernement et au peuple suédois pour avoir accueilli le Séminaire pour la région de l'Europe sur la question de Palestine, ainsi que pour les moyens et la chaleureuse hospitalité dont ils avaient pu bénéficier.

Annexe I

MOTION DE REMERCIEMENTS

Les participants au Séminaire des Nations Unies pour la région de l'Europe sur la question de Palestine, organisé du 7 au 11 mai 1990, à Stockholm (Suède), expriment leur profonde gratitude au Gouvernement et au peuple suédois pour leur généreux accueil et pour la qualité des arrangements qui ont grandement contribué au succès de leur réunion. En outre, les participants rendent hommage à S.E. M. Sten Andersson, Ministre des affaires étrangères de Suède, pour sa déclaration constructive et son appui en faveur d'un règlement global, équitable et durable de la question de Palestine. Les participants sont également reconnaissants à M. Anders Bjurner, Sous-Secrétaire adjoint aux affaires politiques, et à M. Bjorn Elmer, Assistant du Sous-Secrétaire, Ministère des affaires étrangères, de leur contribution au Séminaire, et ils saisissent cette occasion pour remercier le Gouvernement et le peuple suédois de leur soutien constant au peuple palestinien, qui doit pouvoir jouir de ses droits inaliénables et des efforts qu'ils déploient pour faire progresser la cause de la paix et de la justice au Moyen-Orient dans le cadre de la Charte et des résolutions des Nations Unies.

Annexe II

MESSAGE ADRESSE PAR LES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE DES NATIONS UNIES POUR LA REGION DE L'EUROPE SUR LA QUESTION DE PALESTINE A M. YASSER ARAFAT, PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE

Nous, participants au Séminaire pour la région de l'Europe sur la question de Palestine, organisé du 7 au 11 mai 1990, à Stockholm (Suède), tenons à vous exprimer notre gratitude pour votre bienveillant message de soutien, transmis au Séminaire par M. Eugène Makhlouf, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à Stockholm. Nous saisissons cette occasion pour vous rappeler que nous appuyons les efforts extraordinaires que vous déployez pour ouvrir un dialogue constructif sur la paix aux Moyen-Orient.

Nous réaffirmons notre ferme soutien à la lutte que mène le peuple palestinien pour exercer ses droits nationaux, légitimes et inaliénables, qui est illustrée d'une manière spectaculaire depuis ces deux dernières années par l'intifada dans les territoires occupés. Nous saluons l'initiative palestinienne de paix, d'importance historique, lancée lors de la dix-neuvième session spéciale du Conseil national palestinien, qui s'est tenue à Alger, du 12 au 15 novembre 1988, laquelle constitue une contribution hardie et notable à l'instauration de la paix au Moyen-Orient.

Nous espérons sincèrement que les conclusions du Séminaire contribueront de manière positive à la conclusion d'un règlement juste, durable et global du conflit israélo-arabe, au coeur duquel se trouve la question de Palestine. Nous renouvelons notre engagement inconditionnel de soutenir le peuple palestinien jusqu'à la création effective d'un Etat palestinien, indépendant et souverain.

Nous estimons que les résultats notables enregistrés lors de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, et en particulier l'adoption de la résolution 44/42 du 6 décembre 1989 qui réaffirme les dispositions de la résolution 43/176 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1988, prouvent qu'un consensus international se dessine sur la nécessité de convoquer une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et nous assurons le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de notre sincère soutien aux efforts qu'il entreprend pour atteindre rapidement cet objectif, comme le demande la communauté internationale.

Annexe III

LISTE DES PARTICIPANTS

Délégation du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

Mme Absa Claude DIALLO	Représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies, Présidente du Comité
M. Alexander BORG OLIVIER	Représentant permanent de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies, Rapporteur du Comité
S.E. M. T. M. HADI THAYEB	Ambassadeur d'Indonésie auprès du Royaume-Uni
M. Zuhdi Labib TERZI	Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Intervenants

M. Michele ACHILLI (Italie)
M. Khalid AL-HASSAN (Palestinien)
M. Moshe AMIRAV* (Israël)
Mme Hanan ASHRAWI (Palestinienne)
Mme Marie-Christine AULAS (France)
M. le Rabbin Balfour BRICKNER (Etats-Unis d'Amérique)
M. Joseph CASSAR (Malte)
Mme Marisa CINCIARI-RODANO (Italie)
Mme Viola FURUBJELKE (Suède)
M. Igor KHVOROSTIANY (République socialiste soviétique d'Ukraine)
M. Hans Peter KOTTHAUS (Association parlementaire pour la coopération euro-arabe)
M. Antonio LACERDA DE QUEIROZ (Portugal)
M. Mikko LOHIKOSKI (Finlande)
Mme Nelly MAES (Belgique)
M. Nabeel SHA'ATH (Palestinien)
M. Evert SVENSSON (Suède)
M. Wan JINGZHANG (Chine)
M. Martin WEISS (République fédérale d'Allemagne)
M. Andrei ZAKHAROV (Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. Dedi ZUCKER* (Israël)

* Ces intervenants ont informé le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies que, puisqu'ils assistaient au Séminaire à titre d'experts et non de participants, ils ne devaient pas être mis au nombre des auteurs de messages, quel qu'en soit le destinataire, et n'avaient pas pris part à l'adoption de conclusions et recommandations lors du Séminaire.

Représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

M. Ronald I. SPIERS Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, aux affaires de l'Assemblée générale et aux services du Secrétariat

Etats Membres

Algérie	S.E. M. Mustapha Benzaza Ambassadeur en Suède M. Ramdane Mekdoud Conseiller Ambassade d'Algérie en Suède
Angola	S.E. M. Garcia Vat Contreiras Ambassadeur en Suède M. Guido Castelbranco Troisième Secrétaire Ambassade d'Angola en Suède
Arabie saoudite	M. Ali Yousef Consul Ambassade d'Arabie saoudite en Suède
Bangladesh	M. Ashfaqur Rahman Ambassade du Bangladesh en Suède
Brésil	M. Luiz Eduardo Maya Ferreira Deuxième Secrétaire Ambassade du Brésil en Suède
Chine	S.E. M. Tang Lungbin Ambassadeur de Chine en Suède M. Gao Feng Premier Secrétaire Ambassade de Chine en Suède
Chypre	M. S. Epaminondas Conseiller Ambassade de Chypre en Suède M. G. Spanos Attaché de presse Ambassade de Chypre en Suède
Colombie	Mme Ulla Aslund Secrétaire Ambassade de Colombie en Suède Mme Patricia Conteras Jaramillo Secrétaire Ambassade de Colombie en Suède

Equateur	<p>S.E. M. Byron Morejón Ambassadeur Ambassade d'Equateur en Suède</p> <p>M. Fabian Pa'iz Ambassade d'Equateur en Suède</p>
Egypte	<p>S.E. M. Abdel Rahman Marei Ambassadeur d'Egypte en Suède</p> <p>M. Nofal El-Sayed Conseiller Ambassade d'Egypte en Suède</p>
Finlande	<p>M. Sakari Vuorensola Ambassade de Finlande en Suède</p>
France	<p>M. Renaud Levy Premier Conseiller Ambassade de France en Suède</p>
Grèce	<p>M. Georgios Paizis Secrétaire Ambassade de Grèce en Suède</p>
Guinée-Bissau	<p>S.E. M. Inacio Semedo Ambassadeur Ambassade de Guinée-Bissau dans les pays nordiques</p> <p>M. Bacar Intchasso Troisième Secrétaire Ambassade de Guinée-Bissau en Suède</p>
Inde	<p>M. R. K. Tyagi Premier Secrétaire Ambassade d'Inde en Suède</p> <p>M. G. N. Vyas Premier Secrétaire Ambassade d'Inde en Suède</p> <p>M. G. K. Wadhwa Ambassade d'Inde en Suède</p>
Indonésie	<p>S.E. Mme P. Luhulima Ambassadrice d'Indonésie en Suède</p> <p>M. Budiman Darmosutanto Conseiller Ambassade d'Indonésie au Royaume-Uni</p> <p>M. Tatang Deradjat Conseiller Ambassade d'Indonésie au Royaume-Uni</p>

Iran (République islamique d')	M. Abdullah Edrisi Troisième Secrétaire Ambassade d'Iran en Suède
Iraq	M. Hussiaa A. Abdul Ambassade d'Iraq en Suède
	M. Mohammed al-Hani Ambassade d'Iraq en Suède
Italie	S.E. M. Lucio Forattini Ambassadeur Ambassade d'Italie en Suède
Japon	M. Yuji Ooka Conseiller Ambassade du Japon en Suède
Kenya	M. G. C. O. Maroko Chef de la Chancellerie Ambassade du Kenya en Suède
Malaisie	S.E. M. C. H. Looi Ambassadeur Ambassade de Malaisie en Suède
	Mme Wan Napsiah Salleh Deuxième Secrétaire Ambassade de Malaisie en Suède
	M. M. H. Arshad Ambassade de Malaisie en Suède
Maroc	S. E. M. Hassan Moutahir Ambassadeur Ambassade du Maroc en Suède
	M. Boukhari Abdellatif Ambassade du Maroc en Suède
Mexique	M. Benito Andion Conseiller Ambassade du Mexique en Suède
	M. Erendira Bosques Secrétaire Ambassade du Mexique en Suède
Mozambique	M. Antonio Munatela Deuxième Secrétaire Ambassade du Mozambique en Suède

Pakistan	S. E. M. Amir Ali Shah Ambassadeur du Pakistan en Suède
	M. Akhtar Hussain Kazmi Conseiller Ambassade du Pakistan en Suède
Philippines	S.E. M. Honorio T. Cagampan Ambassadeur Ambassade des Philippines en Suède
	M. Eduardo V. Aro Deuxième Secrétaire Ambassade des Philippines en Suède
Pologne	M. Stanislaw Szumski Conseiller Ambassade de Pologne en Suède
République démocratique allemande	S.E. M. Erich Wetzl Ambassadeur Ambassade de la République démocratique allemande en Suède
République démocratique populaire lao	S.E. M. Soutsakhone Payhamvong Ambassadeur Ambassade de la République démocratique populaire lao en Suède
	M. Thongkhoun Sengphachanh Deuxième Secrétaire Ambassade de la République démocratique populaire lao en Suède
République socialiste soviétique de Biélorussie	M. Andrei O. Sannikov Deuxième Secrétaire Ministère des affaires étrangères
République socialiste soviétique d'Ukraine	M. Vladimir Y. Belashov Premier Secrétaire Ministère des affaires étrangères
République-Unie de Tanzanie	M. Hassan Omar Kibelloh Ministre-Conseiller Ambassade de la République-Unie de Tanzanie en Suède
Roumanie	M. Ilie Derobantu Conseiller Ambassade de Roumanie en Suède

Sénégal	<p>S.E. M. Joseph Mathiam Ambassadeur Ambassade du Sénégal en Suède</p> <p>M. Laurent Diatta Premier Conseiller Ambassade du Sénégal en Suède</p>
Soudan	<p>S.E. M. Omar Gorani Ambassadeur Ambassade du Soudan en Suède</p> <p>M. Abdelrahman Dhirar Premier Secrétaire Ambassade du Soudan en Suède</p>
Sri Lanka	<p>S.E. M. G. Wijayasiri Ambassadeur Ambassade de Sri Lanka en Suède</p> <p>M. Ahmed A. Jawad Troisième Secrétaire Ambassade de Sri Lanka en Suède</p>
Suède	<p>M. Anders Bjurner Sous-Secrétaire adjoint aux affaires politiques</p> <p>M. Björn Elmér Assistant Sous-Secrétaire Division de l'ONU</p> <p>M. Mathias Mossberg Assistant Sous-Secrétaire Division de l'Afrique et du Moyen-Orient</p> <p>M. Mats Staffansson Premier Secrétaire Division de l'Afrique et du Moyen-Orient</p> <p>Mme Lisette Lindahl Owens Premier Secrétaire Département de la presse</p> <p>Mme Boel Greder Premier Secrétaire Division de l'ONU</p>
Turquie	<p>Mme Veka Inal Conseiller Ambassade de Turquie en Suède</p>
Tchécoslovaquie	<p>M. Jan Polach Ambassade de Tchécoslovaquie en Suède</p>

Union des Républiques
socialistes soviétiques

M. Guennadi P. Tarassov
Assistant du Ministre des affaires
étrangères

M. Dmitri Berkov
Premier Secrétaire
Ambassade de l'URSS en Suède

M. V. Khanzhenkov
Ministère des affaires étrangères

Venezuela

M. Maio M. Mazzini
Ministre-Conseiller
Ambassade du Venezuela en Suède

Viet Nam

M. Le Ky Giai
Conseiller
Ambassade du Viet Nam en Suède

Yougoslavie

M. Dusan Crnogorcevic
Premier Conseiller
Ambassade de Yougoslavie en Suède

Zambie

M. Jackson V. B. Mukupa
Conseiller
Ambassade de Zambie en Suède

M. Lukonde Willie Chintu
Premier Secrétaire
Ambassade de Zambie en Suède

Zimbabwe

M. Tatenda Makono
Premier Secrétaire
Ambassade du Zimbabwe en Suède

Etats non membres représentés par des observateurs

République populaire
démocratique de Corée

M. Han Chang Hyop
Conseiller
Ambassade de la République populaire
démocratique de Corée en Suède

M. Hong Ryul
Attaché
Ambassade de la République populaire
démocratique de Corée en Suède

Institutions spécialisées, organes et programmes des Nations Unies

Bureau international du
Travail

Mme Catherine Comtet
Service de l'égalité des droits
Genève

Organisations intergouvernementales

Ligue des Etats arabes	M. Farouk Kobba Abdennabi Conseiller Ligue des Etats arabes, Stockholm
------------------------	--

Autres organisations invitées de façon permanente à participer
aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale à titre
d'observateurs

Palestine	M. Eugène Makhlouf Représentant de l'OLP en Suède Mme Kaoru Makhlouf Information Mme Rima Hamadeh Observateur Mme Nora Hurlburt M. Adnan Kaiss Fonctionnaire chargé de l'information M. Karam Farraj Observateur
-----------	--

Organisations non gouvernementales

Groupe parlementaire d'amitié finno-arabe	Mme Mardatta Stanius-Kalikonen Mme Silva Kauko Mme Susanne Dahlgren
Commission internationale de juristes	M. Per Stadig M. Frank B. Orton
Organisation pour le progrès international	M. Jean-Claude Njim
Palestinagruppeina (PGS)	M. E. Manni Mme Bitte Isacson
Comité norvégien pour la Palestine	Mme Helga Hvidsten
Groupes norvégiens pour la Palestine	M. Jon Halvard Eide
Union des travailleurs de Palestine	M. Emad Olwan M. Awad Olwan

Association de solidarité avec la Palestine (Suède)	Mme Margareto Sjöberg Mme Margaretha Boman Mme Anne Sörman M. Sven Olof Bengtzon
Organisation suédoise de secours aux particuliers	Mme Gunhild Johansson Mme Ingrid Gunnas
Archives Suède-Palestine	M. Adnan Al Hajeh
Amicale Suède-Palestine	M. Bertil Fastman
Save the Children (Suède)	M. Hakhan Andersson
Task Group for Palestinians of World Alliance of YWCAs	Mme Barbro Thorén
Association pour les Nations Unies, District de Vastmanland	Mme Birgitta Altan
Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté	Mme Kerstin Grebäck Mme Ulla Lovén Mme Tyra Spanberg Mme Ingela Martensson
Fédération mondiale des Associations pour les Nations Unies (FMANU)	M. Karl-Erik Svartberg M. Ove Johansson
YWCA-YMCA de Suède	M. Sören Olsson

Presse

Mme Ulla Lindskog Mme Marie Braneke	Sveriges Riksradio Sveriges Riksradio
M. Stefan Hjerten Mme Lis Höjer Christensen Mme Inger Persson	TT News Agency TT News Agency TT News Agency
Mme Eva Janzon M. Arthur Max Mme Cecilia Lonnell	Associated Press Associated Press Associated Press

M. Olof Santesson	<u>Dagens Nyheter</u>
Mme Rebecca Khazaal	Journal <u>Vänstertidningen</u>
M. Lars Kobbe	Radio nationale suédoise
M. Jackie Jakabowski	<u>Judisk Krönika</u>
M. Jao Lius de Albuquerque	Radio Suède - Nations Unies

Mme Beatrice Zeidler-Blomberg	Institut suédois des affaires
M. Claes-Adam Wachtmeister	internationales
Mme Ann-Marie Bostrom	Télévision suédoise
M. Bjorn Lund	
M. Jan Palmers	
M. Paolo Rodriguez	Télévision suédoise (Aktuellt)
Mme Bitte Hammargren	<u>Svenska Dagbladet</u>
M. Lars Pehrson	<u>Svenska Dagbladet</u>
M. Jan Flodby	Radio suédoise
M. Bo Karström	Radio suédoise
M. Azariah Kiros	Radio Suède
M. Bill Schiller	Radio Suède
Mme Eva Ahlberg	Reuters
M. Arne Lapidus	<u>Expressen</u>
M. Lars Nyberg	<u>Expressen</u>

Presse étrangère

M. Taras Lariokhin	<u>Tass</u> (URSS)
M. Musa Sardawi	Informations unifiées OLP (Tunis)
M. Francis Walsh	<u>Evening Echo</u> , m.m. (Irlande)
M. Quais M. Quadri	Bisan Press (France)

